

CTB



Ministère de la Solidarité Nationale de la Famille et de la
Condition de la Femme

RAPPORT FINAL

APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTÈRE DÉLÉGUÉ
CHARGÉ DE LA FAMILLE ET DE LA CONDITION
FÉMININE ALG0501511

(ACTUELLEMENT LE MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ
NATIONALE DE LA FAMILLE ET DE LA CONDITION DE LA
FEMME)



TABLE DES MATIÈRES

1. INFORMATIONS DE BASE SUR LA PRESTATION	3
2. APPRECIATION.....	5
3. RÉSUMÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION.....	9
4. ANNEXES	29

DOCUMENT TYPE: Template	DOCUMENT TITLE : Final activity report	DOCUMENT OWNER : M. Van Parijs, M&E expert	DATE OF APPLICATION : 16/12/2011	VERSION : 2.0
----------------------------	---	---	-------------------------------------	------------------

1. INFORMATIONS DE BASE SUR LA PRESTATION

Pays : **Algérie**

Secteur et sous –secteur CAD : **Infrastructure sociale – Services sociaux (CAD 16010)**

Institution nationale ou régionale chargée de l'exécution : **Ministère Délégué Chargé de la Famille et de la Condition Féminine_(Actuellement ministère de la solidarité Nationale de la Famille et de la condition de la Femme)**

Agences d'exécution : **Agence Belge de Développement CTB**

Nbre d'experts en coopération internationale de la CTB : **01**

Durée de la prestation (selon AS/CS) : **48 mois**
72 mois après deux prorogations

Date de démarrage de la prestation :

Selon AS/CS	: 21/11/2006
Effective	: 01/03/2008

Date de clôture de la prestation :

Selon AS/CS	: 20/11/2010
Effective	: 31/12/2012

Modalités de gestion de la prestation : **Régie et Cogestion**

Budget total de la prestation : **1.284.745 EUR**

Contribution Belge	: 1.184.745 EUR
Contribution algérienne	: 100.000 EUR

Annexes		Oui	Non
1.	Résumé des résultats	x	
2.	Etat des recettes et dépenses de l'année sous revue	x	
3.	Taux de déboursement de la prestation	x	
4.	Personnel de la prestation	x	
5.	Sous-traitance et appels d'offres	x	
6.	Equipements	x	

7.	Formations	x	
8.	Bailleurs de fonds	x	
9.	PV d'affectation des acquis du projet au MSNFCF	x	
10.	Liste des abréviations	x	

2. APPRECIATION

Appréciez la pertinence et la performance de la prestation en utilisant les appréciations suivantes:

- 1. - *Très satisfaisant*
- 2. - *Satisfaisant*
- 3. - *Non satisfaisant, malgré certains éléments positifs*
- 4. - *Non satisfaisant*
- X. - *Sans objet*

Inscrivez vos réponses dans la colonne correspondant à votre rôle dans l'exécution de la prestation :

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
PERTINENCE¹ (cf. PRIMA, §70, p.19)		
1. Quelle est la pertinence de la prestation par rapport aux priorités nationales de développement?	2	2
2. Quelle est la pertinence de la prestation par rapport à la politique belge de développement? Indiquez votre score par rapport aux trois thèmes ci-dessous :	2	2
a) Genre b) Environnement c) Economie sociale	2	2
3. Les objectifs de la prestation étaient-ils toujours pertinents ?	2	2
4. La prestation a-t-elle répondu aux besoins des groupes cibles?	2	2

¹ Selon le PRIMA, §70, p.19, il s'agit "d'apprécier si les choix des objectifs, les choix des groupes cibles et des organes locaux d'exécution restent pertinents et cohérents par rapport aux principes généraux relatifs à une aide efficace et efficiente, ainsi que par rapport à l'application des politiques et stratégies locales, régionales, internationales et belges de développement ».

5. En fonction de ses objectifs, la prestation s'est-elle appuyée sur les organes locaux d'exécution appropriés?	2	2
--	---	---

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
PERFORMANCE² (PRIMA, §71, pp.19-20)		
1. Les résultats obtenus par la prestation ont-ils contribué à la réalisation de ses objectifs ³ ? (efficacité)	2	2
2. Appréciez la qualité des résultats intermédiaires (efficacité)	2	2
3. Les modalités de gestion de la prestation ont-elles été appropriées? (efficacité)	2	2
4. Les ressources de la prestation ont-elles été suffisantes sur le plan de (efficacité) :	2	2
a. Ressources financières?	1	1
b. Ressources humaines ?	2	2
c. Matériel et équipements ?	1	1
5. Les ressources de la prestation ont-elles été utilisées efficacement et optimisées pour obtenir les résultats attendus? (efficacité)	2	2
6. La prestation a-t-elle été satisfaisante sur le plan coût-efficacité par rapport à des interventions similaires? (efficacité)		

² Selon le PRIMA, §71, pp. 19-20, il convient « d'apprécier et de mesurer les performances convenues dans les phases de préparation selon les 4 critères et les indicateurs établis pendant la formulation. (Les 4 critères sont efficacité, efficacité, respect des délais et qualité du personnel).

³ voir annexe 1 pour plus de détails

7. Sur base du planning d'exécution, appréciez la rapidité d'exécution de la prestation. (respect des délais)	2	2
---	---	---

Indiquez votre appréciation globale de la prestation *en utilisant les appréciations suivantes*:

- 1 - Très satisfaisant
- 2 - Satisfaisant
- 3 - Non satisfaisant, malgré certains éléments positifs
- 4 - Non satisfaisant
- X - Sans objet

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
Appréciation globale de la prestation	2	2

Expliquez les raisons de votre appréciation, qui peut dépasser le cadre strict des critères de pertinence et de performance ci-dessus et être différente de l'appréciation donnée pour ceux-ci.

(1 page max)

La prestation est jugée satisfaisante puisque elle vise un objectif majeur pour la société algérienne : **la promotion de la condition féminine de et la protection de la famille.**

Les activités du projet devaient être conduites selon une approche novatrice, l'approche "genre" ; en outre, il fallait impliquer de nombreux acteurs concernés par la promotion de la condition féminine. Le ministère délégué, chargé de la famille et de la condition féminine (MDCFCF) – était une structure jeune, peu pourvue en compétences de gestion de projets complexes. Le projet représentait ainsi un vrai challenge pour sa mise en œuvre ; et c'est en prenant en compte ces considérations que l'on peut apprécier valablement sa mise en œuvre.

Malgré ces contraintes fortes, le projet a atteint des résultats très appréciables. Ils sont dus à la pertinence des thèmes retenus, et des activités qui leur correspondaient, qui ont suscité de l'enthousiasme auprès des acteurs impliqués dans le projet.

En premier lieu **les formations** déployées sur les thèmes les plus novateurs pour les acteurs : l'approche genre, la formulation des politiques et la gestion de projet, la conception de plaidoyers... Ces formations ont reçu un accueil très positif de la part des populations ciblées ; et ont commencé à produire de transformations palpables dans les comportements et les méthodes de travail des acteurs.

La mise en place des points focaux genre a été un autre résultat précieux du projet car il donne aux activités du projet une dimension multipartenaires, ce qui est essentiel dans la réussite des transformations souhaitées pour la promotion de la condition des femmes en Algérie. A travers ce réseau des points focaux genre, le projet CONDIFEM a donné un appui permanent à l'élaboration de stratégies sectorielles, partant d'une perspective 'genre', au sein de cinq ministères, notamment: le ministère de l'éducation nationale, le ministère de l'agriculture et du développement rural, le ministère de la justice, le ministère de l'intérieur, ainsi que le ministère de la formation et de l'enseignement professionnels, ministère du tourisme et de l'artisanat.

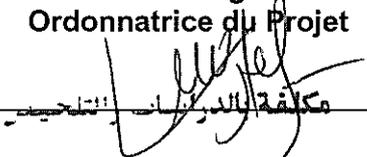
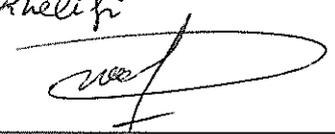
Il est à souligner que ces ministères ont tous installé au niveau du cabinet ou du secrétariat général, des groupes de travail genre, composés d'au moins quatre personnes des deux sexes. Ce réseau est actuellement coordonné par le Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme.

Le projet a permis également la concrétisation du **Centre national d'études d'information et de documentation sur la famille, femme et l'enfance**, par un équipement important et l'acquisition d'un matériel bureautique, informatique et documentaire complémentaire ainsi que par la conception d'un site web. La réhabilitation et la restauration du centre a été prise en charge par le Ministère de la Solidarité Nationale, de la famille et de la Condition de la Femme, qui hérite des missions de l'ex MDCFCF.

La dynamisation de l'entrepreneuriat féminin a été un réel succès. Le projet a encadré des activités en faveur de la promotion de la femme et de l'égalité genre parmi lesquelles, l'organisation de trois colloques internationaux sur l'entrepreneuriat féminin :

- Le premier Colloque International 2008 intitulé : « Opportunités contraintes et perspectives».
- Le Deuxième Colloque International 2011 sur l'autonomisation des femmes en Algérie à travers l'entrepreneuriat, placé sous l'intitulé «Bonnes Pratiques et Perspectives».
- Le troisième Colloque International 2012 intitulé «L'entrepreneuriat féminin l'autre voie pour se réaliser».

Ces colloques constituent un atout indéniable dans la mesure où ils ont permis d'initier un processus de réflexion sur l'entrepreneuriat féminin qui c'est complété par une étude approfondie sur l'entrepreneuriat féminin en Algérie, contenant une série de recommandations concrètes adressées aux différents acteurs notamment la Coopération belge.

Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
<p>Mme Karima Megtef Mehali Ordonnatrice du Projet</p> 	<p><i>Lynda Khelifi</i></p> 

ك. هفتتيف مهالي

Luc VANBELLINGEN
 Représentant Résident
 CTB - ALGÉRIE

3. RÉSUMÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION

Contexte de l'intervention

L'intervention « Appui institutionnel à l'ex ministre délégué chargé de la famille et de la condition féminine - Actuellement Ministère de la Solidarité Nationale de la Famille et de la condition de la Femme » prend la forme d'une convention conclue entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et le Royaume de Belgique.

Une Convention Spécifique a été signée entre les deux parties le 21 novembre 2006. Elle était valable pour une durée de 48 Mois. Entrée en vigueur initialement pour une durée de 4 ans, elle a été prorogée une première fois de 12 mois par Echange de lettres des 10/01/2008 et 05/02/2008 et une seconde fois d'une année jusqu'au 31 décembre 2012 par échange de lettres des 21/07/2011 et 10/01/2012.

Suite à une mission de pré identification, suivie d'une identification réalisée au mois de novembre 2006, la mission de formulation a eu lieu entre février et mars 2007. Le RDF et le DTF ont été validés lors du CCL tenu le 5 novembre 2007.

L'intervention a démarré effectivement le 01 mars 2008 et a pris fin le 31 décembre 2012.

Le budget total s'élève à la somme de 1.284.745 EUR. La contribution belge qui est de 1.184.745EUR -y compris les frais de la formulation- est mise en œuvre au moyen des modes de financement Cogestion et Régie. La participation algérienne se monte à 100.000 EUR destinée à couvrir l'enveloppe salariale du personnel du MDCFCF(en nature).

Le projet CONDIFEM « Appui institutionnel au MDCFCF » vise à soutenir les efforts nationaux en matière de protection de la famille, de la condition féminine en Algérie, et la protection des droits de l'enfant, et ce par le biais d'un renforcement institutionnel au profit du ministre délégué chargé de la famille et de la condition féminine, et corollairement de ses partenaires. Il est à rappeler que l'Algérie a ratifié toutes les conventions dans les domaines relatifs à la famille, à la femme et à l'enfance.

La Convention Algéro-Belge de coopération et de développement signée le 10 décembre 2002 a retenu dans le cadre de l'appui institutionnel de l'Etat Belge à l'Algérie et plus précisément dans son article 3 comme secteur et thème prioritaire la prévention des conflits et la consolidation de la société et le rééquilibrage des droits et des chances des femmes et des hommes.

- 1. Si nécessaire, décrivez l'objectif Spécifique et les Résultats Intermédiaires de la prestation, tels que mentionnés dans le document de projet ainsi que les changements opérés (quand, comment et pourquoi)**

L'objectif principal est de consolider les acquis de la promotion de la femme et de la famille

en réduisant les insuffisances.

L'objectif spécifique de l'intervention est le suivant : le MDCFCF est renforcé en tant que dispositif national en Algérie en matière d'identification, d'accompagnement et d'évaluation des dynamiques concernant la femme, l'enfant et la famille.

L'intervention vise cinq résultats contribuant eux-mêmes à approcher l'objectif spécifique :

Résultat 1 : les capacités professionnelles et les instruments internes du MDCFCF sont renforcés ;

Résultat 2 : l'approche genre est institutionnalisée et coordonnée dans les dynamiques ministérielles avec la participation de la société civile ;

Résultat 3 : le partenariat multi- acteurs est plus opérationnel au niveau national et local ;

Résultat 4 : l'information sur les thèmes « femme, famille, enfant, genre » est capitalisée et accessible ;

Résultat 5 : une communication performante sur les thèmes prioritaires et sensibles dans le domaine est assurée.

Les activités déployées dans le cadre du **premier résultat** consistent essentiellement à permettre aux personnels du MDCFCF de suivre des formations en techniques d'ingénierie de gestion de projet, suivi et évaluation de politiques et renforcement de capacité dans les pratiques et procédures de travail.

Celles du **second résultat** visent essentiellement à former le personnel de l'ex MDCFCF, les points focaux genre et la société civile aux concepts et méthode d'approche genre.

Le **troisième résultat** vise à organiser des stages de formation en « gender mainstreaming et empowerment », réalisation des séminaires régionaux et la réalisation d'un site internet et utilisation de l'intranet.

En ce qui concerne les activités du **quatrième résultat**, elles consistent en la formation du personnel aux techniques documentaire et réalisation d'un centre de documentation et d'information femme, famille et genre

Les activités du **cinquième résultat** consistent essentiellement en la formation du personnel de MDCFCF aux techniques de communication, d'information, marketing institutionnel et média.

Détail des changements opérés:

Changement institutionnel :

Le projet d'appui au MDCFCF-CONDIFEM opère dans un contexte institutionnel composé. Depuis sa création en 2002, délégué alors auprès du chef du Gouvernement, il a été par la suite délégué auprès du Ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (2004/2007) et enfin auprès du Ministère de la solidarité nationale de la Famille et de la Communauté Nationale à l'Etranger (le 23 juin 2008).

Depuis septembre 2012, le MDCFCF a été dissous et ces missions ont été transférées au Ministère de la Solidarité Nationale, de la famille et de la Condition de la Femme.

Changement par rapport au DTF (sans modification du budget global du projet)

Le comité spécial des partenaires du 12 mai 2010, les missions de backstopping par l'experte genre CTB/Bruxelles, l'évaluation à mi-parcours (avril 2010) et les réunions de CCL ont mis en évidence un gros retard dans l'exécution des nombreuses activités du projet. Il a donc été nécessaire de diminuer le nombre d'activités et de prioriser les plus essentielles à travers la révision du planning initial qui s'est avéré trop ambitieux au regard des faibles ressources humaines du MDCFCF.

Le cadre logique du projet a été largement modifié en raison de la nécessité de prioriser les activités. Cette priorisation tient compte des recommandations de la MTR qui a estimé inappropriés les délais accordés à la réalisation des différentes activités liées aux faibles capacités d'absorption du MDCFCF (effectif très réduit, prise de décision centralisée).

De ce fait, le projet s'est focalisé sur des activités stratégiques :

1. Élaboration d'un plan de communication du secteur,
2. Poursuite du programme de formation,
3. Contribution à la mise en place du centre de recherche et de documentation sur femme, famille et enfant,
4. Réalisation d'une étude sur l'entreprenariat féminin,
5. Suivi de l'édition et de la diffusion de la SNAFAM

Les changements suivants ont survécu tout au long de l'exécution du projet et ont été jugés comme réalisés (suivant l'évaluation finale du projet):

R1 : Les capacités professionnelles et les instruments internes du MDCFCF sont mises en place et renforcés

Activité	Changements	Sources d'information
A.1.1 : Réalisation d'une enquête/diagnostique sur les compétences existantes au MDCFCF	réaménagement de l'activité par « analyse des besoins de formation du personnel du MDCFCF » proposition du MDCFCF	POA 2008-2, qui a été approuvé au CCL réalisé le 15 septembre 2008
A.1.2 : Elaboration de lettres de mission personnalisées pour les membres de l'équipe	remplacé par « un état des lieux et perspectives de la famille productive » proposition du MDCFCF	CCL du 14/03/2009

R4 : L'information sur les thèmes « femme, famille et genre » est capitalisée, organisée et accessible

Activité	Changements	Sources d'information
A.4.3 : Formation NTIC traitement de la doc		
A.4.4 : Formation NTIC optimisation du réseau télématique	Activité supprimé transfère de budget des lignes non utilisées vers d'autres lignes pour le renforcement du budget destiné à la dotation du Centre National de Recherche de Documentation et d'Information sur la Famille, Femme, et l'Enfant	CCL du 10/11/2010
A.4.6: Etude de la faisabilité pour la conception et la construction d'outils		
A.4.9: Prestation de gestion sur 2 ans de l'outil central	Activité supprimée, le budget réalloué à la ligne A.04.08 pour la maintenance des équipements et l'opérationnalisation de la GED	

R5 : Une communication performante sur les thèmes prioritaires et sensibles dans le domaine est assurée

Activité	Changements	Sources d'information
A.5.1 : Formation aux techniques de communication, marketing institutionnel	Seul l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication du secteur a été retenue comme activité, la priorisation faite en 2010 a réaménagé en substance le cadre logique Regroupement des lignes : A.05.01, A.05.02, A.05.03, A.05.04, A.05.07, A.0 5,A8 Pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication du MDCFCF : CF/ CCL 16 juillet 2011. Activité annulée à la suppression du MDCFCF et réaffectation d'une partie du budget à la ligne (A.4.1) pour le renforcement du budget destiné à l'équipement du centre national d'information, de recherche et de documentation femme, famille et enfance Le budget restant de ce résultat a été utilisé pour réalisation d'un site web pour le centre national d'information et de documentation femme famille et enfance	CCL du 16 juillet 2011 CCL du 07/11/2012

2. Dans quelle mesure l'objectif spécifique de la prestation a-t-il été atteint, en fonction des indicateurs retenus ?

L'objectif spécifique de l'intervention est le suivant : le MDCFCF est renforcé en tant que dispositif national en Algérie en matière d'identification, d'accompagnement et d'évaluation des dynamiques concernant la femme, l'enfant et la famille

Dans le DTF on trouve 2 indicateurs d'ordre généraux :

- Le MDCFCF est doté de compétences confirmées en matière d'identification, d'accompagnement et d'évaluation des dynamiques ministérielles et autre partenaire concernant la femme et la famille, afin de constituer le dispositif national en la matière.
- Un outil national et central d'information sur les thèmes « femme, famille, genre » est conçu, mis en place, testé, validé et approprié par les acteurs concernés.

Le succès obtenu se mesure par le taux d'atteinte de l'objectif du projet. L'impact du projet sur le renforcement global du secteur social a été réel dans plusieurs domaines (concepts et méthode d'approche genre, techniques d'ingénierie de gestion de projet, techniques de diagnostic, de suivi et d'évaluation de politiques publiques, la conception de plaidoyers). Ces formations ont reçu un accueil très positif de la part des populations ciblées ; et ont commencé à produire de transformations palpables dans les comportements et les méthodes de travail des acteurs

Certaines des activités que le projet a pu lancer ont eu un impact certain :

- Les bénéficiaires des formations ont tous apprécié leur contenu. Ils ont mis en pratique les connaissances acquises dans leur environnement professionnel ;
- Les Points Focaux Genre (PFG) se sont révélés des relais institutionnels efficaces pour diffuser l'approche Genre dans les institutions algériennes ;
- L'Administration a réussi à travailler étroitement avec les associations de la société civile.

3. Dans quelle mesure les résultats intermédiaires de la prestation ont-ils été atteints, en fonction des indicateurs retenus ?

Résultat	Indicateur objectifs de résultat	Résultats obtenus	Hypothèses et risques
R.I. Les capacités professionnelles et les instruments internes du MDCFCF sont renforcés	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes formées aux techniques d'ingénierie de gestion de projet. • Nombre de personnes formées en techniques de diagnostic, de suivi et d'évaluation de politiques publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • 30 personnes formées en formulation de politiques, gestion de projets, suivi-évaluation. Les bénéficiaires sont les points focaux genre (PFG) des secteurs et les cadres du MDCFCF. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le personnel a été bien ciblé. Certains cadres bénéficiaires, en raison de leurs obligations professionnelles n'ont pas participé à tous les cursus de formation. • le personnel avec les profils prévu par le DTF n'a pas été mobilisé immédiatement avec le lancement du projet. Par ailleurs, la DP n'a été disponible pour le projet que partiellement. • Les bénéficiaires étaient fortement motivés par les objectifs du projet.
	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes formées aux NTIC dans le domaine de gestion. 	<ul style="list-style-type: none"> • 10 personnes formées à la mise au point du répertoire électronique du MDCFCF. • 3 personnes formées à la gestion de bibliothèque et 14 à la GED. • 15 personnes formées en Informatique • Le Plan Complémentaire de Formation (PCF) a ajouté des formations de longue durée en langues : 11 personnes formées en langue française et 10 en langue anglaise 	
	<ul style="list-style-type: none"> • Appropriation des connaissances par les équipes (indicateur de qualité) 	<ul style="list-style-type: none"> • d'une manière globale, les formations offertes sont jugées opportunes, de bonne qualité (formateurs et contenus) mais dont les durées ont été considérées comme trop courtes. 	
	<ul style="list-style-type: none"> • Changement des pratiques et procédures de travail (indicateur impact) 	<ul style="list-style-type: none"> • intranet du MDCFCF opérationnel • Élaboration de la stratégie nationale de la famille (SNAFAM) 	

<p>R.2 L'approche genre est institutionnalisée et coordonnée dans les dynamiques ministérielles avec la participation de la société civile.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes formées aux concepts et méthode d'approche genre, • Nombre de personnes formées aux techniques de sensibilisation, de prévention, de campagne d'information ... en approche genre et santé/violence. • Nombre de réunions de concertation tenues par le « groupe Genre » • Nombre de PFG formés, • Nombre de points focaux fonctionnels, • Type d'actions conjointes lancées par MDCFCF et PFG • La décentralisation des activités au niveau local • La qualité du travail des Commissions • Nombre et qualité des concertations avec la société civile • Site Intranet des PFG 	<ul style="list-style-type: none"> • 17 personnes formées à l'approche genre, dont 12 viennent des institutions autres que le MDCFCF (3 semaines) • 6 personnes formées en Genre et Famille (3jours). • Nombreuse réunions de concertation tenues par le « groupe Genre » • 8 points focaux formés dont 5 ont bénéficié d'un accompagnement par un expert du projet • 6 point focaux sont considérés comme fonctionnels • Elaboration de la Stratégie Nationale de la famille. • La décentralisation des activités n'a pas été réalisée, sauf à travers les associations qui ont des relais dans les régions (ex. CIDEFF) • La qualité du travail des Commissions • Non opérationnel 	<ul style="list-style-type: none"> • Le personnel ciblé a été disponible, à l'exception de certains cadres qui ont eu quelques empêchements professionnels. • Les bénéficiaires des formations et les animateurs des PFG adhèrent fortement au principe d'institutionnalisation de l'approche genre, • Les animateurs des points focaux adhèrent au principe et impulsent la mise en œuvre de points focaux "genre". • La Volonté du gouvernement d'approuver la stratégie nationale égalité et équité s'est manifestée par le renforcement de la participation de la femme dans la vie économique, sociale et politique (révision de la constitution en 2011)
<p>R.3. Le partenariat multi-acteurs est plus opérationnel au niveau national et local.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes formées en « gender mainstreaming et empowerment », autonomisation économique • Nombre de points focaux formés par stage 	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'une enquête/diagnostic et organisation de 3 ateliers sur le partenariat multisectoriel à travers les PFG. • 8 points focaux d'inégale importance ont été institués dont 5 ont bénéficié de la formation et de l'accompagnement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le personnel ciblé est disponible pour suivre les cursus de formation, • Tous les acteurs adhèrent au principe d'institutionnalisation de l'approche genre, • Tous les acteurs adhèrent au principe de mise en œuvre du réseau points focaux "genre"

	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de séminaires régionaux réalisés • Taux de réalisation du site intranet • Nombre de points focaux utilisant le site intranet. • Qualité d'utilisation de l'Intranet • Taux de décentralisation de l'approche genre au niveau local • Type et nombre d'acteurs non institutionnels mobilisés dans le cadre du projet 	<ul style="list-style-type: none"> • Trois 3 colloques internationaux ont été réalisés sur l'entrepreneuriat féminin en Algérie • Non réalisé • Na • Na • Néant • Préparation de la visite en Belgique (mais non réalisée) pour un groupe d'une trentaine de personnes (fonctionnaires du MDCFCF et des autres Ministères dotés de PFG, représentants d'associations de la société civile). 	<ul style="list-style-type: none"> • Voyage annulé par la ministre
<p>R.4.L'information sur les thèmes « femme, famille, enfant, genre » est capitalisée et accessible.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes formées en techniques documentaire et gestion de centre de documentation. • Nombre de personnes formés aux NTIC de conception et gestion de bases de données. • Nombre d'ateliers organisés pour la définition des thématiques de la banque de données. • Taux de réalisation du pré projet de l'outil central et national d'information sur les thèmes « femme, famille, genre » 	<ul style="list-style-type: none"> • 10 personnes formées à la mise au point du répertoire électronique du MDCFCF. <ul style="list-style-type: none"> - 3 Personnes formées à la gestion de bibliothèque - 14 personnes formées à la GED. • 15 personnes formées en Informatique de base, Gestion de fichiers traitement de texte et tableur, bases de données • Le projet de mise en place d'un centre d'information et de documentation Famille, Femme et Enfant a été réalisé : le centre a été créé par décret en 2010 et des locaux lui ont été alloués ; l'aménagement et 	<ul style="list-style-type: none"> • Le personnel ciblé est disponible pour suivre les cursus de formation, • Tous les acteurs adhèrent et participent aux ateliers de validation de l'outil d'information sur « femme, famille, genre », • l'accessibilité au fonds documentaires et aux sources d'information

	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité et quantité des données répertoriées sur l'outil • Qualité d'accessibilité de l'outil, sa visibilité ainsi que sa convivialité 	<p>l'équipement sont finalisés et le centre est mis en place et inauguré par le MSNFCF le 25 novembre 2013</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'un site web pour le centre. L'inauguration du centre avec tout le matériel et ouvrages acquis dans le cadre du projet est réalisée. 	
<p>R5 : Une communication performante sur les thèmes prioritaires et sensibles dans le domaine est assurée</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes formées aux techniques de communication, marketing institutionnel, • Nombre de personnes formés aux techniques de communication et média: conférence de presse, organisation d'événements • Nombre de personnes formés aux techniques d'informations : management de conférences, séminaire, atelier.... • Nombre de personnes formées aux techniques publicitaires • Qualité des produits d'information et communication • Types et nombre de l'audience ou utilisateurs • - Visibilité et transparence de l'action du MDCFCF et du projet 	<ul style="list-style-type: none"> • activité annulée • 16 personnes (8 jours) ; • Formation en Plaidoyer/Lobbying (3 jours / 16 personnes) <ul style="list-style-type: none"> • Conférence de presse, organisation d'événements : 3 personnes formées à l'évènementiel • Non réalisé • Le plan de communication n'a pas été réalisé et le budget correspondant a été transféré vers le résultat 4 : activités (centre de documentation et d'information). 	<ul style="list-style-type: none"> • La désignation d'un-e chargé-e de communication au sein de l'équipe du MDCFCF avec le profil et formation adéquats <ul style="list-style-type: none"> • Le personnel ciblé est disponible pour suivre les cursus de formation, • Désintérêt des média par rapport au sujet • Seuls les colloques internationaux ont été médiatisés par la presse.

4. Décrivez le système de suivi-évaluation qui a été mis en place lors de la mise en oeuvre de la prestation.

Le DTF a prévu trois types de mission d'évaluation : évaluation annuelle interne, évaluation annuelle externe et ensuite une évaluation finale. Il a également prévu l'établissement de rapports semestriels, de rapports financier, de rapport annuel et du rapport final.

Une évaluation à mi parcours a eu lieu en avril 2010 et a donné lieu à un rapport.

Le CCL joue un grand rôle dans le monitoring, le suivi et l'évaluation des activités du projet. De plus, une mission de suivi est effectuée par l'expert genre CTB deux fois par année.

Depuis son démarrage, le projet prépare des rapports opérationnels trimestriels et annuels

En outre, la direction du projet prépare un état de la situation avant chaque CTS/CCL et ensuite le rapport –PV- sanctionnant chacune de ces réunions.

Au total, les rapports suivants ont été présentés :

- rapport de démarrage : année 2007
- Le POA et POG 2008 : présentation des références stratégique et guide de mise en oeuvre du projet
- rapport de suivi-évaluation annuel 2007
- rapport d'exécution : période mars /décembre 2008
- rapport de suivi-évaluation annuel 2008
- rapport d'exécution : période janvier / juin 2009
- rapport d'exécution et POA : année 2009
- rapport de suivi-évaluation annuel 2009
- rapport d'évaluation à mi parcours : avril 2010
- rapport d'exécution et POA 2010
- rapport annuel 2010
- rapport d'exécution : Q1 Q2 2011
- rapport d'exécution et POA : 2011
- rapport annuel 2011
- POA 2012 et principales opérations de clôture du projet
- Rapport d'exécution du projet au 31/10/2012
- rapport d'évaluation finale : novembre 2012
- Rapport final (le présent)

En ce qui concerne le suivi réalisé directement par l'expert genre, il y a lieu de signaler que 8 (huit) missions ont eu lieu au cours de la durée du projet, chacune sanctionnée par un rapport.

La liste des réunions des organes de suivi évaluation est comme suit :

Date	Responsable	Type
26/03/2006	CTB, MDCFCF, MAE et Ministère des Finances	CCL
01/10/2007	CTB, MDCFCF, MAE et Ministère des Finances	CCL et approbation du rapport de démarrage
04/11/2007	CTB, MDCFCF, MAE et Ministère des Finances	CCL
20/04/2008	CTB, MDCFCF, MAE et Ministère des Finances	CCL
09/08/2008	CTB, MDCFCF, MAE et Ministère des Finances	CCL et présentation du POG
05/11/2008	CTB, la DP et MDCFCF	CTS
21/02/2009	CTB, DP et MDCFCF	CTS
14/03/2009	CTB et MDCFCF, MAE et Ministère des Finances	CCL

04/11/2009	CTB et MDCFCF, MAE et Ministère des Finances	CCL
27/05/2010	CTB, DP et MDCFCF	CTS
10/11/2010	CTB, MDCFCF, MAE et Finances	CCL
16/02/2011	CTB, MDCFCF, MAE et Ministère des Finances	CCL
20/07/2011	CTB, MDCFCF, MAE et Ministère des Finances	CCL
14/03/2012	CTB, MDCFCF	CTS
26/03/2012	CTB, MDCFCF, MAE et Ministère des Finances	CCL
19/06/2012	CTB, la DP, MDCFCF et expert genre	CTS + mission de suivi
02/07/2012	CTB, MDCFCF, MAE et Ministère des Finances	CCL (clôture du projet et évaluation finale)
17/10/2012	CTB, la DP et MDCFCF	CTS
07/11/2012	CTB, MSNFCF, MAE et Ministère des Finances	CCL

TROISIEME PARTIE : COMMENTAIRES ET ANALYSES

1. Quels sont les problèmes et questions majeurs qui ont influencé l'exécution de la prestation et comment la prestation a-t-il tenté de les résoudre ?

Tel qu'il apparaît dans son « Dossier Technique et Financier » (DTF), le projet a été au départ très largement surdimensionné par rapport aux capacités d'absorption de la structure du projet (DP) et à celles du MDCFCF.

Les problèmes sont liés essentiellement à :

- L'aspect technique et du aux fonctions assurés dans le cadre des activités du Ministère qui prenaient beaucoup de temps
- les rotations du personnel l'ex MDCFCF
- la complexité du rôle de l'AT (Avancement du projet excessivement dépendant de l'effort individuel de l'AT).
- Surcharges du temps déployés par les cadres de l'ex MDCFCF, qui n'étaient affectés en permanence uniquement pour le projet.

Tous ces motifs ont fini par convaincre le partenaire qu'il était nécessaire d'impliquer le plus possible le personnel CONDIFEM et de proposer deux prolongations permettant de réaliser ce qui avait été programmé et ainsi d'atteindre un niveau d'efficacité respectable.

À cet égard, l'instance CCL s'est révélée particulièrement efficace pour adapter en permanence les activités du projet aux moyens disponibles et priorités affichées par le MDCFCF.

2. Quelles sont les causes des écarts par rapport aux résultats attendus ?

Si l'on se rapporte au DTF, le principal écart est par rapport au calendrier et activités prévues et concerne le résultat 3, le résultat 4 et le résultat 5. Il vient principalement :

Résultat 2

L'approche genre est institutionnalisée et coordonnée dans les dynamiques ministérielles avec la participation de la société civile ;

L'activité « Organisation de la visite en Belgique » a été prise en charge en termes de préparation et de programmation. Malheureusement, le voyage a été annulé par le MDCFCF la veille de la date du départ pour des raisons internes.

Résultat 4

L'information sur les thèmes "femme, famille, genre" est capitalisée, organisée et accessible.

Les activités liées à ce résultat n'ont pas connu un lancement effectif avec le démarrage du projet. Quelques activités d'appui ont été réalisées : formation à la gestion documentaire, mise en

place d'un répertoire électronique...

L'activité centrale du résultat « Mise en place d'un centre d'information et de documentation » n'a connu un réel démarrage qu'en 2012, suite à non disponibilité des locaux en bon état d'utilisation pour le centre. Le fait que l'obtention des locaux du centre ne dépende pas du projet a été un facteur de retard.

Actuellement, le MSNFCF a mis tous en œuvre pour le démarrage de ce centre (aménagement des locaux, installation du matériels et désignation du personnel).

Résultat 5

Une communication performante sur les thèmes prioritaires et sensibles dans le domaine est assurée.

Les réalisations pour ce résultat sont insignifiantes tant au plan des activités que du budget; c'est pourquoi un redéploiement de ressources vers le résultat 4 a été opéré par le CCL.

Une composante importante pour le projet et pour la valorisation des autres résultats (communication) qui, malheureusement, n'a pas été mise en œuvre suite à la suppression du MDCFCF; les causes sont dues principalement à une insuffisance et retard dans la conception/formulation des activités.

Par ailleurs, la stratégie communication comme le plan d'action sont des activités relativement nouvelles pour le MDCFCF et ne bénéficient pas du même intérêt que les autres activités.

Actuellement, les dossiers et projets de coopération et activités ont été transféré vers le MSNFCF et repris par le cabinet. Ainsi que le plan de communication adossé à un autre programme.

3. Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience de la prestation? Faites une réponse détaillée sur les plans de l'impact et de la durabilité des résultats.

Expérience dans la gestion du projet (concerne tous les projets de la coopération):

Le projet aurait pu vite et mieux fonctionner, si y avait un responsable affecté en permanence uniquement pour le projet, notamment au lancement de celui-ci. Cette interface permet de résoudre plus efficacement les problèmes techniques, administratifs et de procédures spécifiques à chaque partenaire. Dans ce cadre, il est utile de prévoir une formation d'initiation à la gestion de projet, à la formulation, pour le responsable du projet du ministère bénéficiaire à l'effet de prendre connaissance de la méthodologie et des outils utilisés et ceci afin d'obtenir une meilleure symbiose et efficacité de réalisation.

Le projet CONDIFEM est un projet complexe; du fait qu'il traite des problématiques sensibles dans l'environnement institutionnel.

Par ailleurs, il faut intervenir un nombre important d'acteurs aussi bien institutionnels qu'issus de la société civile.

Le MDCFCF gérait parallèlement plusieurs programmes notamment avec le Système des Nations Unies, certains étant plus importants et plus compliqués que le COFIDEM exemple le Programme el INSAF avec 35 activités et 12 Ministère et 7 agences onusiennes ainsi l'ex MDCFCFC était le Ministère Leaid.)

C'est pour ces différentes raisons que pour des projets qui présentent un si haut degré de complexité, leur formulation doit être plus soignée en veillant à mieux calibrer leurs objectifs et activités aux capacités réelles des structures d'accueil.

L'ultime leçon est qu'un appui institutionnel doit s'inscrire dans la durée. Sa démarche doit dépasser le simple exercice de faire les activités, mais doit également se doter de moyens humains et matériels permettant un changement réel de l'environnement et un réel encrage et fonctionnement du réseau des PFG.

Expériences spécifiques à la partie technique du projet :

Deux orientations stratégiques fondamentales pour la réussite des résultats ont été suivies:

- 1) « l'approche humaine », priorisant les acteurs dans le processus de prise de décision ; mettant l'accent sur les changements d'attitude et de comportement vers la créativité et l'innovation et respectant tant les processus internes qu'externes et
- 2) « la méthode du renforcement institutionnel », à travers des formations genre ; et appui aux changements institutionnels ; d'un système central de gestion de l'information et de la sensibilisation et la communication.

Le succès relatif dans l'avancée des activités doit là aussi être mis au compte d'une bonne préparation par les deux partenaires :

- la partie algérienne a effectué une bonne sélection du personnel bénéficiaire de formations et de séminaires ateliers ;
- la partie belge a réuni toutes les conditions matérielles et administratives pour un déroulement satisfaisant des différentes formations, pour l'acquisition du matériel nécessaires et de l'expertise (ponctuelle).
- La direction du projet au ministère délégué chargé de la famille et de la condition féminine est le maître d'ouvrage des activités exécutées dans le cadre du projet « Appui Institutionnel au ministère délégué chargé de la famille et de la condition féminine »
- La CTB et la direction du projet au MDCFCF assurent un suivi régulier de l'exécution de l'ensemble des prestations. Des réunions de Comité de Concertation locale (CCL) et de Comité Spécial Technique (CTS) sont établies chaque semestre. Un rapport annuel est établi chaque année.
-

Durant l'exécution du projet, l'accent a été mis sur la redéfinition de plusieurs activités afin d'accroître leurs synergies et de mieux réussir les résultats en accord avec les besoins, les possibilités et les contraintes du MDCFCF.

Un cas de figure peut être signalé relativement au R4. Le développement de « l'outil national et central d'information sur les thèmes « femme, famille, genre » prévu au DTF excède pour le moment la capacité de gestion du partenaire et se trouve en contradiction avec sa culture au sujet du contrôle/partage de l'information. La DP a ainsi opté pour promouvoir la conception et mise en place d'un système « interne » de gestion électronique des flux documentaires, capable d'évoluer vers un système ouvert impliquant des acteurs externes. L'implication et la responsabilisation des cadres font partie importante de cette démarche.

D'autres initiatives de CONDIFEM ont contribué à lancer quelques bases de ce système. Une formation en gestion d'une bibliothèque et l'accompagnement de son application a déjà permis un avancement dans la mise en valeur et la gestion des ressources documentaires du MDCFCF. Il est également à signaler la contribution fournie par la formation de longue durée aux outils informatiques qui à l'intention de tout le personnel du MDCFCF, ainsi que le renforcement en équipements informatiques et de communication fourni par le projet en 2009

La cogestion, dans son ensemble, a également permis trouvé la préparation des stratégies prioritaires, notamment la SNAFAM et l'entrepreneuriat féminin en Algérie.

Durabilité :

Malgré les difficultés que le projet a rencontrées dans sa mise en œuvre, certaines activités donnent de réelles possibilités de pérennisation :

- Une stratégie nationale de famille (SNAFAM) a pu être élaborée et validée par les *stakeholders* ;
- Plusieurs Points Focaux Genre (PFG) ont été mis en place auprès des autres ministères et un réseautage a été initié;
- Des associations de la société civile algérienne ont été impliquées dans les activités du projet;
- L'ensemble de ces acteurs ont bénéficié de formation, notamment sur le genre;
- Des analyses sur l'entrepreneuriat féminin en Algérie et des colloques internationaux à cet égard ont été organisées. Ces colloques ont bénéficié aux décideurs politiques et aux organisations de la société civile.

Les expériences et savoir-faire ainsi acquis à la faveur du projet pourront être exploités, À cet égard, le Centre d'Information et de Documentation femme, famille et enfance, mis en place, pourrait jouer efficacement ce rôle.

En outre, à présent que la condition féminine est confiée au Ministère de la Solidarité Nationale et de la famille et de la Condition de la femme, qui considère que la famille constitue la base essentielle de la solidarité sociale, ce ministère a la possibilité de concrétiser les résultats du projet CONDIFEM. En particulier, il pourra mettre en œuvre la stratégie nationale de la famille (SNAFAM) et utiliser le réseau des Points Focaux Genre pour lui conserver son caractère global.

Par ailleurs, la mise en place du centre de Documentation et d'Information pourra aussi accompagner les efforts de l'ensemble des acteurs pour accélérer les transformations nécessaires de la condition féminine dans la société algérienne..

Impact:

L'impact du projet CONDIFEM est réel, dans l'intégration et l'institutionnalisation de l'approche "Genre" au niveau des acteurs concernés : structures de l'ex-MDCFCF, Points Focaux Genre, associations de la société civile.

En outre, les autres activités de formation ont eu un impact palpable sur leurs bénéficiaires. En particulier, les formations sur la gestion de projet et sur la formulation des plaidoyers.

Dans le contexte d'appui institutionnel et renforcement des capacités, les formations générales (langues, informatique, gestion documentaire...) ont été très bénéfiques pour le personnel de l'ex-MDCFCF.

4. Selon vous, comment la prestation a-t-elle été perçue par les groupes cibles ?

La plupart des participants a apprécié le contenu des formations qui leur ont été dispensées : La qualité des formateurs et la pertinence des méthodes pédagogiques utilisées sont des facteurs qui ont beaucoup contribué au succès des formations selon les participants.

Les bénéficiaires des formations ont apprécié le choix des thèmes qui étaient nouveaux pour la plupart d'entre eux : Les formations "Genre" et "méthodologie de de formulation de politiques, conduite de projets, suivi-évaluation" et la formation "Plaidoyer"

La bonne issue en termes d'aboutissement des acquisitions lancées par le projet tant dans le domaine des investissements que dans la mise à disposition de fournitures de base a largement contribué à voir le projet sous une face positive par les bénéficiaires directs. Ces derniers ont, de la sorte, rapidement compris le rôle majeur de levier que représentait la prestation.

Les bénéficiaires de la prestation considèrent que les PFG jouent un rôle essentiel dans la promotion de la culture genre au sein des structures gouvernementales

La mauvaise compréhension du rôle du projet par certains groupes cibles déjà habitués à des facilités qu'ils pensaient durables a contribué à un relâchement certain des échanges.

5. Quels ont été les résultats du suivi-évaluation ou du monitoring et des éventuels audits et contrôles? Comment les recommandations de ceux-ci ont-elles été prises en compte ?

Conformément à la convention spécifique et au DTF, c'est au CCL qu'échoit la responsabilité du monitoring, du suivi-évaluation des activités du projet. Il y a eu une évaluation formelle à mi-parcours en avril 2010. Les recommandations énoncées au cours de chacune des 8 missions de l'expert genre CTB entrent évidemment largement dans cette rubrique.

Evaluation à mi-parcours :

Dans le rapport de l'évaluation à mi parcours réalisée en avril 2011, il y fait état de recommandations émises à l'égard du projet suite au faible taux d'exécution. Parmi celles-ci, la charge de travail qui doit être encore assumée après la fin de l'ATI, une expertise nationale devrait être envisagée et que le personnel du MDCFCF puisse être à pied d'œuvre rapidement et de prendre rapidement les mesures qui s'imposent afin que le projet puisse continuer en priorisant les formations tel qu'initialement prévues dans le DTF. Toutes ces recommandations ont fait l'objet d'un suivi méthodique lors de chaque CCL et passage de la mission de backstopping. La plupart ont pu trouver, du moins en partie, une solution.

Missions de backstopping expert genre:

Lors de chaque visite de l'expert genre (8 au total), il était question de revoir les actions menées depuis le passage précédent et de planifier ensuite celles qui devaient se faire au cours des mois précédents la venue suivante. Ce travail a été fait avec beaucoup de soin et de nombreuses pistes nouvelles étaient envisagées surtout lorsque l'intervention se trouvait face à des obstacles jugés importants. Le backstopping a également contribué à analyser les besoins en formations « approche genre », à la réalisation des colloques sur l'entrepreneuriat féminin et à l'exécution de l'études sur l'entrepreneuriat féminin en Algérie et à donner des conseils sur la poursuite du restant des activités en cours après la suppression du MDCFCF et leur orientation vers le centre de documentation etc....

Tout cela a évidemment contribué à fournir à la DP une plus value certaine et à pouvoir réaliser une planification des actions réussie.

Evaluation finale:

L'évaluation finale du projet réalisée en novembre 2012 a été positive et a relevé des conclusions appréciable au niveau de la gestion du projet et sa pertinence. Malgré les difficultés que le projet a rencontrées dans sa mise en œuvre et que certains résultats attendus ont connu un faible niveau de réalisation, les activités réalisées ont connu un bon niveau de satisfaction.

6. Quelles recommandations faites-vous pour la consolidation et l'appropriation de l'après-projet (les politiques à suivre ou à mettre en oeuvre, les ressources nationales nécessaires, la responsabilisation des groupes cible, la manière d'appliquer les recommandations...)?

Le projet a été un réel succès en permettant d'atteindre la plus part des objectifs poursuivis, de plus, il s'est inscrit dans un programme national stratégique **pour la Promotion et l'Intégration des Femmes**.

En outre, à l'occasion des activités du projet, la partie algérienne, aussi bien les responsables du MDCFCF, du ministère de la solidarité nationale de la famille et de la condition de la femme que les bénéficiaires directs, ont particulièrement apprécié les conditions d'exécution et le climat de confiance qui ont régné durant sa réalisation.

Il a permis d'initier plusieurs actions de recherche (Stratégie nationale sur la femme, études sur l'entreprenariat féminin en Algérie, acquisition d'ouvrages sur la famille, femme et enfant) qui devront toutes faire l'objet d'un fichier spécial consigné en base de données à archiver au centre national d'étude, d'information et de documentation famille, femme et enfance CNEIDFFE.

De nombreuses opportunités d'échanges sont encore possibles :

Le renforcement du réseau des points focaux

Le MDCFCF a associé dans la mise en oeuvre du PANPIF les secteurs ministériels concernés selon les domaines d'actions abordés ainsi que toute expertise jugée pertinente pour la réalisation des objectifs, du PANPIF.

Les formations déployées sur les thèmes les plus novateurs pour les acteurs: l'approche genre, la formulation des politiques et la gestion de projet, la conception de plaidoyers... Selon le rapport d'évaluation finale « Ces formations ont reçu un accueil très positif de la part des populations ciblées; et ont commencé à produire de transformations palpables dans les comportements et les méthodes de travail des acteurs». Une formation approfondie sur l'intégration de la dimension genre a été dispensée au cours du projet. Cette rencontre a été une opportunité incontestable qui a permis l'identification des points focaux genre (CES et directeurs/directrices de secteurs gouvernementaux). La mise en place des points focaux genre a été un résultat apprécié du projet car il donne aux activités du projet une dimension multipartenaires, ce qui est essentiel dans la réussite des transformations souhaitées pour la promotion de la condition de la femme en Algérie.

Il serait opportun de renforcer les compétences par des formations Genre plus approfondies, en les adaptant aux contextes sectoriels et de rendre opérationnel le réseau au niveau central et d'appuyer son fonctionnement au niveau décentralisé (éventuellement par des zones pilotes).

Appui au Centre de documentation

Ce CNEIDFFE, créé en juin 2010 (JO n° 39, 49ème année, 23 juin 2010) est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il est

initialement relaté au Ministère Délégué Chargé de la Famille et de la Condition Féminine (MDCFCF). Actuellement sous la tutelle du MSNFCF. Ses missions notamment :

- d'entreprendre des activités d'information et de communication dans les domaines de la Famille, de la Femme et de l'Enfance ;
- de proposer des services ayant trait aux études et à la formation dans les domaines de sa compétence conformément à la réglementation en vigueur ;
- d'établir et de développer des relations d'échanges et de coopération avec les institutions et organisations internationales similaires ;

Le projet conjointement avec le MSNFCF a permis la concrétisation de ce centre par un équipement très important et l'acquisition d'un matériel bureautique, informatique et documentaire complémentaire ainsi que la conception d'un site web. La mise en place du centre national d'étude, d'information et de documentation femme, famille et enfant permet d'espérer que ce résultat est aujourd'hui à portée de main. Ce résultat est aussi critique car ce centre pourra consolider la plupart des acquis du projet CONDIFEM et servir de point focal pour les actions futures à lancer pour mettre en œuvre la stratégie. Actuellement ce centre est mis en place par le Ministère de la Solidarité Nationale, de la famille et de la Condition de la Femme, qui hérite des missions de l'ex MDCFCF. Ce sera aussi une occasion propice pour concentrer les expériences et compétences individuelles qui ont pu être développées en faveur du projet CONDIFEM. »

7. Conclusions :

Le projet tend à soutenir les efforts nationaux actuels et futurs en matière de promotion de la famille et l'intégration et la promotion de la femme, par le biais d'un renforcement institutionnel au profit du Ministère Délégué Chargé de la Famille et de la Condition Féminine (MDCFCF) et corollairement de ses partenaires. Il est à rappeler que l'Algérie a ratifié toutes les conventions dans les domaines relatifs à la femme, à la famille et à l'enfant.

Les principaux résultats du projet ont été atteints notamment une évaluation des besoins de renforcement des capacités de l'équipe ministérielle ; la mise au point d'indicateurs de projet préliminaires pour assurer le suivi de l'intégration des aspects liés au genre dans le domaine de l'autonomisation des femmes et dans le domaine du renforcement des capacités ; ce projet de coopération l'ex MDCFCF et CTB Un résultat tangible, et cependant tout aussi important pour garantir la pérennité sur le long terme.

Le projet est une opportunité initiant d'autres formes et d'autres liens institutionnels. Il s'agit d'une des plus importantes réalisations pilotes et conjointes, dans le cadre de la coopération mise en œuvre par la République Algérienne Démocratique et Populaire et le Royaume de Belgique.

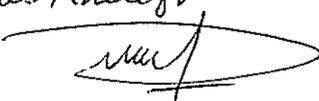
La question de la condition féminine reste une préoccupation majeure dans la société algérienne et impactera beaucoup le développement économique. Les efforts qui seront faits dans ce domaine auront des conséquences importantes dans le future.

À cet égard, trois axes d'efforts prioritaires apparaissent :

- Renforcer les compétences des acteurs par des formations Genre plus approfondies, en les adaptant aux contextes sectoriels ;
- Lancer des projet-pilotes pour implanter durablement les acquis du projet CONDIFEM et les utiliser comme plaidoyers pour démultiplier dans d'autres secteurs les transformations réalisées ;
- Concevoir et déployer des actions de communication majeures pour élargir au plus grand nombre la promotion de la condition féminine.

Une nouvelle approche de partenariat, ouverte à la diversité et tenant compte des rôles distincts que toutes les parties prenantes peuvent jouer au service de la promotion et l'autonomisation des femmes.

Au delà des activités réalisées dans le cadre de ce projet, la partie algérienne, aussi bien les responsables du ministère de la Solidarité Nationale et de la Condition de la Femme qui a hérité des missions de l'ex-MDCFCF que les bénéficiaires directs, ont souhaité que les actions de formation soient poursuivies et a exprimé aux évaluateurs son intérêt d'impliquer la coopération belge dans le domaine du microcrédit destiné aux jeunes filles et jeunes femmes, et de renforcer les capacités des cadres du Ministère SNFCF.

Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
<p>Mme Karima Megtef Mehali Ordonnatrice du projet</p> <p>مكالمة بالذاسات والتخييص</p>	<p><i>Lynda Khelifi</i></p> 

ك. مكالمة محالي

Mme VANSELLINGEN
Représentant Résident
CTB - ALGÉRIE

ANNEXES

Annexes
Annexe 1 Résumé des résultats
Annexe 2 Etat des recettes et dépenses
Annexe 3 Taux de déboursement de la prestation
Annexe 4 Personnel de la prestation
Annexe 5 Sous traitances
Annexe 6 Equipements
Annexe 7 Formations
Annexe 8 Bailleurs de fonds
Annexe 9 PV d'affectation des acquis du projet au MSNFCF
Annexe 10 Liste des abréviations

ANNEXE 1. Résumé des résultats et des activités (en fonction du cadre logique)

RESUME DES RESULTATS ET DES ACTIVITES DE LA PRESTATION		Observation
<p>RESULTAT 1 : Les capacités professionnelles et les instruments internes du MDCFCF sont renforcés Le programme de formation a été globalement réalisé. Il a couvert des domaines pertinents et nouveaux. L'ingénierie pédagogique et la qualité des formateurs ont été des atouts pour le succès des formations organisées. Un résultat particulièrement important, c'est l'élaboration de la stratégie nationale Famille et sa validation (SNAFAM).</p>		
R1.A1	Réalisation d'une enquête/diagnostic sur les compétences existantes au MDCFCF	Le budget de cette activité a été transféré vers l'activité A4 destiné à la mise en œuvre du plan de formation qui découle de cette activité.
R1.A2	Elaboration de lettres de mission personnalisées pour les membres de l'équipe	Prospection d'une bibliographie en matière de genre, famille et enfant. L'achat d'ouvrages nécessaires à l'autoformation et au perfectionnement continu de ces personnels a été réalisé en 2009
R1.A3	Atelier pour l'élaboration d'un organigramme	Activité supprimée, le budget réalloué à la GED
R1.A4	Réalisation d'une étude pour plan de formation et TDR	Ce Plan a été achevé au premier trimestre 2009. Le PCF compte les TdR de toutes les formations qui le composent L'accompagnement à la mise en application des la formations « gestion d'une bibliothèque », « outils informatique » et « formation en langue anglaise »....
R1.A5	Formation à la gestion de cycle de projet	Le Plan Complémentaire de Formation (PCF) a ajouté des formations de longue durée en langues : 11 personnes formées en langue française et 10 en langue anglaise
R1.A6	Formation NTIC dans le domaine de gestion	-10 personnes formées à la mise au point du répertoire électronique du MDCFCF -15 personnes formées en Informatique
R1.A7	Formation en techniques de diagnostic, de suivi et d'évaluation de politiques publiques, outils d'évaluation, remontée de l'information	-30 personnes formées en formulation de politiques, gestion de projets, suivi-évaluation. Les bénéficiaires sont les points focaux

		genre (PFG) des secteurs et les cadres du MDCFCF
R1.A8	Formation aux techniques d'évaluation prospective : méthodes et d'outils	
R1.A9	Ateliers (3) pour bilan/évaluation de formation	L'évaluation d'appropriation par les bénéficiaires et celles d'impact du projet sur le renforcement institutionnel du MDCFCF ne sont pas documentées et sont vérifiées par la seule approche déclarative des bénéficiaires.
R1.A10	Organisation atelier lobbying	Activités regroupées avec les autres formations réalisées pour une formation en bloc, au profit du personnel du MDCFCF et PFG.
R1.A11	Elaboration stratégie nationale de la famille	La SNAFAM a été élaboré. Le document de la SNFAM a été édité et diffusé.
RESULTAT2: L'approche genre est institutionnalisée et coordonnée dans les dynamiques ministérielles avec la participation de la société civile		
Ce résultat a été focalisé sur l'approche genre. Les principales activités ont été mises en œuvre avec succès ; ainsi la formation à l'approche genre a concerné plusieurs bénéficiaires (23 personnes) et la mise en place de 8 points focaux		
R2.A1	Formation à l'approche Genre (concept et étude de cas)	17 personnes formées à l'approche genre, dont 12 viennent des institutions autres que le MDCFCF
R2.A2	Formation en approche genre et santé/violence : techniques de sensibilisation, de prévention, de campagne d'information	Nouvel intitulé de l'activité : Formation en approche Genre et famille -6 personnes formées en Genre et Famille. Nombreuses réunions de concertation tenues par le « groupe Genre » -8 points focaux formés dont 5 ont bénéficié d'un accompagnement par un expert du projet
R2.A3	Formation : Initiatives économiques des femmes, empowerment, développement local	la formulation des TdR de la « Formation en initiatives économiques des femmes, empowerment » a été réalisée par une expertise qui a analysé l'état des lieux des

		<p>initiatives en cours à l'égard de cet empowerment en Algérie.</p> <p>La formation a concerné les CES du MDCFCF et les PFG sélectionnés dans des institutions et des organisations de la société civile impliquées dans la promotion de l'empowerment économique, notamment des femmes défavorisées en Algérie.</p> <p>les conclusions des actes des 03 colloques internationaux sur «L'entreprenariat féminin en Algérie » ont été éditées sous forme d'une revue.</p>
R2.A4	Formation en genre et développement : Outils ASEG	<p>Activité supprimée, solde du budget réaffecté.</p> <p>Partant du principe que le genre est lié au développement et particulièrement à la famille, qui a fait l'objet d'une formation.</p>
R2/A5	Mise en place d'un « Groupe Genre »	<p>Activité réalisée avec la mise en place de 8 PFG dont 5 ont bénéficié d'un accompagnement par l'expert du projet sont considérés comme fonctionnels</p>
R2.A6	Stage n° 1 en Gender mainstreaming : Acquisition de méthodes et d'outils et développement de normes et de standards en matière d'égalité.	<p>L'activité « Organisation de la visite en Belgique » a été prise en charge en termes de préparation et de programmation.</p> <p>Suppression du voyage d'études destiné pour 30 personnes à la décision de la Ministre pour des raisons internes (Lettre du MAE du 28/03/2011). Activité annulée.</p>
R2.A7	Réalisation d'études/Recherches pour la formulation, l'élaboration et le suivi de la stratégie nationale pour l'équité et l'égalité entre les sexes par l'intégration de l'approche Genre	<p>A.2.7, A.2.8, A.2.9 : n'ont pas eues lieu car le MDCFCF s'est déjà doté d'une Stratégie pour la Promotion et l'intégration de la Femme. Leurs budgets respectifs ont été réalloués à la ligne A.1.11(SNAFAM)</p>
R2.A8	Atelier d'accompagnement du processus de Formulation de la stratégie nationale égalité et équité avec mise en place d'une commission nationale	
R2/A9	Un séminaire ou atelier de validation de la stratégie nationale égalité et équité	
R2/A10	Un séminaire ou atelier de formulation d'un plan d'action issue de la stratégie nationale pour l'équité et l'égalité entre les sexes par l'intégration de l'approche Genre	<p>Activité supprimée</p>

RESULTAT 3 : Le partenariat multi-acteurs est plus opérationnel au niveau national et local	
Une priorisation des activités a été faite en raison des délais courts de leur mise en œuvre. 3 séminaires internationaux sur l'entrepreneuriat féminin en Algérie, ont été réalisés.	
R3.A1	Formation de réseau, mise en place du mainstreaming
	Activité supprimée, solde réalloué à la ligne A.02.05
R3.A2	Formation en Education à l'égalité, transmission de l'information vers scolaire et universitaires et public défavorisé
	Activité supprimée
R3.A3	Réalisation d'une enquête/diagnostic sur le partenariat multisectionnel pour consolidation des rôles des points focaux genre
	La totalité du budget y consacré a été utilisée
R3.A4	2 stages de formation des points focaux genre (PFG) sur modalités de fonctionnement PFG/MDCFCF.
	Solde réaffecté à la ligne A.02.02.
R3.A5	Séminaires (8) de formation des points focaux et relais décentralisés
	Trois séminaires sur l'entrepreneuriat féminin en Algérie ont été réalisés (en 2008, 2011 et 2012)
R3.A6	Conception de site intranet MDCFCF/PCFG
	utilisé pour la connexion internet (la GED).
R3.A7	Ateliers nationaux (1 jour) de Concertation avec la société civile
	Activité utilisée et réalisée lors des séminaires internationaux sur l'entrepreneuriat féminin (la ligne A.03.05)
R3.A8	Ateliers régionaux (1 jour) de Concertation avec la société civile

RESULTAT4: L'information sur les thèmes « femme, famille, genre » est capitalisée, organisée et accessible	
Les activités liées à ce résultat n'ont pas connu un lancement effectif avec le démarrage du projet. Quelques activités d'appui ont été réalisées : formation à la gestion documentaire, mise en place d'un répertoire électronique... Mais l'activité centrale du résultat « Mise en place d'un centre national d'information et de documentation famille, femme et l'enfance » a connu un réel démarrage en 2012. L'inauguration du centre à eu lieu le 25 novembre 2013.	
R4.A1	Formation aux Techniques documentaires et organisation d'un centre de documentation
	Les formations ont été réalisées dans le cadre du R1 (programme de formation express). -10 personnes formées à la mise au point du répertoire électronique du MDCFCF.

		-3 Personnes formées à la gestion de bibliothèque et -14 personnes formées à la GED. Les locaux du centre CNIEDFFE ont été réaménagés par le MSNCF et le projet à contribuer à l'équipement bureautique et informatique dans le cadre de cette activité. Le centre est mis en place.
R4.A2	Formation NTIC, conception/réalisation de bases de données	Réalisées dans le cadre de la GED gestion électronique de document. La mise en place des équipements et la formation du personnel réalisée.
R4.A3	Formation NTIC, traitement de la documentation	
R4.A4	Formation NTIC, optimisation du réseau télématique,	
R4.A5	Organisation d'Ateliers pour définir les différentes thématiques pour la construction de la base de données	Activité effectuée en 2008
R4.A6	Etude de faisabilité pour la conception et la construction de l'outil	Activité supprimée
R4.A7	Panel d'expert-e-s (15) pour validation du pré-projet de l'outil d'information	Réalisé dans le cadre de la GED
R4.A8	Conception de l'outil central et national d'information sur les thèmes « femme, famille, enfance »	Un centre de recherche et de documentation sur femme famille enfant a été institué par l'Etat algérien (MSN, des locaux ont été attribués et le centre est mis en place. La mise en place des équipements et la formation du personnel réalisées.
R4.A9	Prestation de Gestion sur 2 ans, de l'outil central	Activité supprimée, le budget réalloué à la ligne A.04.08
R4.A10	Evaluation de la mise en place et mise en route de l'outil.	Accompagnement par un informaticien engagé pour la GED
R4.A11	Stage international n° 2 en gestion/animation de services de documentation	Activité supprimée, le budget réalloué à la ligne A.02.06

RESULTAT5: Une communication performante sur les thèmes prioritaires et sensibles dans le domaine est assurée Les réalisations pour ce résultat sont insignifiantes sur le plan activités; c'est pourquoi un redéploiement de ressources vers le résultat 4 a été opéré par le CCL. Equipements et Réalisation d'un site web pour le CNEIDFFE	
R5.A1	<p>Formation aux techniques de communication, marketing institutionnel, appels d'offre</p> <p>Seul l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication du secteur a été retenue comme activité. Le plan de communication n'a pas été réalisé suite à la dissolution du MDCFCF.</p> <p>La mise en ligne d'un site web pour le Centre National d'Etude, d'Information et de Documentation sur la famille, Femme et l'Enfance a été élaborée et finalisé en début 2013. Le budget restant a été transféré vers le résultat 4 pour l'équipement du centre.</p>
R5.A2	<p>Formation aux techniques de communication, campagne de presse, définition d'image</p> <p>Réalisé dans le cadre du R1</p>
R5.A3	<p>Formation aux techniques de communication et média: conférence de presse, organisation d'événements</p> <p>Néant</p>
R5.A4	<p>Formation aux techniques de Communication/sponsoring, image institutionnel</p> <p>Néant</p>
R5.A5	<p>Réalisation d'une enquête communication et parties prenantes</p> <p>Activité réalisée</p>
R5.A6	<p>Organisation d'un événement pour le 8 mars 2009 à Alger : Conférence internationale</p> <p>L'activité est réalisée.</p>
R5.A7	<p>Formation en techniques publicitaires</p> <p>Non organisé</p>
R5.A8	<p>Formation en techniques d'informations : management de conférences, séminaire, atelier....</p> <p>Néant</p>

R5.A9	Conception de site web pour outil central et national d'information	Activité réalisé sur R5.A1. Conception d'un site web pour le CNEIDFFE
-------	---	---

Budget vs Actuals (Year to Date) of ALG0501511

Project Title : Appui institutionnel au Ministère chargé de la Famille et de la Condition Féminine

Budget Version: J01

Currency: EUR

YID : Report includes all valid transactions, registered up to today

	Status	Fin Mode	Amount	Start - 2012	Expenses 2013	Total	Balance	% Exec
A LE MDCFCF EST RENFORCÉ EN TANT QUE DISPOSITIF								
01 Les capacités prof et les instr internes du MDCFCF sont			618.723,06	395.002,39	34.072,74	429.075,13	189.647,93	99%
01 Réalisation d'une enquête/diagnostic sur les compétences			125.908,04	123.613,34	0,00	123.613,34	2.294,70	98%
02 Elaboration de lettres de mission personnalisées pour les			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
03 Atelier pour l'élaboration d'un organigramme			2.635,00	2.635,43	0,00	2.635,43	29,57	99%
04 Réalisation d'une étude pour le Plan de formation et TDR			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
05 Formation à la conduite de projet			33.475,00	31.989,99	0,00	31.989,99	1.485,01	96%
06 Formation NTIC ds le domaine de la gestion			18.850,24	18.850,24	0,00	18.850,24	0,00	100%
07 Formation en tech de diagnostic suivi évaluation de politiques			27,00	78,74	0,00	78,74	-51,74	292%
08 Formation aux techniques d'évaluation prospective : méthode et			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
09 Ateliers pour bilan évaluation formation			90,80	91,66	0,00	91,66	-0,86	101%
10 Atelier lobbying			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
11 Elaboration stratégie nationale de la famille			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
02 L'approche genre est institutionnalisée et coord ds les			70.800,00	69.967,28	0,00	69.967,28	832,72	99%
01 Formation à l'approche par le genre			85.925,26	62.734,39	17.308,66	80.043,05	5.883,21	93%
02 Formation en approche genre et santé/violence			4.271,25	4.271,25	0,00	4.271,25	0,00	100%
03 Formation initiative éco des femmes, empowerment, dvlp local			4.080,00	4.079,86	0,00	4.079,86	0,14	100%
04 Formation en genre et développement			43.200,00	26.898,52	17.308,66	44.207,18	-1.007,18	102%
05 Mise en place d'un "groupe genre"			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
06 Stage international n1 en Gender Mainsreaming			26.676,00	19.784,80	0,00	19.784,80	6.891,20	74%
			7.699,00	7.699,95	0,00	7.699,95	-0,95	100%
REGIE			536.120,66	452.155,52	15.769,07	467.924,59	68.196,07	87%
COGEST			648.624,34	496.596,65	37.890,25	534.486,90	114.137,44	82%
TOTAL			1.184.745,00	948.752,17	53.659,32	1.002.411,49	182.333,51	85%

Budget vs Actuals (Year to Date) of ALG0501511

Project Title : Appui institutionnel au Ministère chargé de la Famille et de la Condition Féminine

Budget Version: J01

Currency : EUR

YTD : Report includes all valid transactions, registered up to today

	Status	Fin Mode	Amount	Start - 2012	Expenses 2013	Total	Balance	% Exec
06 Etude de faisabilité pour la conception et la construction d'outils		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
07 Panel d'expert(e)s pour validation du préprojet de l'outil		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
08 Conception de l'outil central et national d'info sur les thèmes		COGES	59.761,00	53.590,71	0,00	53.590,71	6.170,29	90%
09 Prestation de gestion sur 2 ans de l'outil central		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
10 Evaluation de la mise en place et mise en route de l'outil		COGES	13.600,00	9.522,09	0,00	9.522,09	4.077,91	70%
11 Stage international n2 en gestion/animation de services de		REGIE	78.000,00	0,00	0,00	0,00	78.000,00	0%
05 Une comm performante sur les thèmes prioritaires et		COGES	57.582,58	27.192,90	9.455,42	36.648,32	20.934,26	64%
01 Formation aux techniques de communication, marketing		COGES	40.000,00	9.610,32	9.455,42	19.065,74	20.934,26	48%
02 Formation aux techniques de comm, campagne de presse		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
03 Formation aux techniques de comm/média: conférence de		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
04 Formation aux techniques de comm/sponsoring, image		COGES	2.934,36	2.934,36	0,00	2.934,36	0,00	100%
05 Réalisation d'une enquête comm et parties prenantes		COGES	14.848,22	14.648,22	0,00	14.648,22	0,00	100%
06 Organisation d'un événement pour le 8 mars 2009 à Alger :		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
07 Formation aux techniques publicitaires		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
08 Formation aux techniques d'information : management de		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
09 Conception d'un site web pour outil central et national		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
MOYENS GENERAUX			566.021,91	553.793,78	19.586,58	573.336,36	7.314,42	101%
01 Ressources humaines			478.535,26	468.118,90	16.110,36	484.229,26	-5.694,00	101%
01 Rémunération de l'expert intern en approche genre (AT)		REGIE	421.822,52	417.619,94	15.589,87	433.209,81	-11.387,29	103%
02 Rémunération chef de projet		COGES	5.400,00	0,00	0,00	0,00	5.400,00	0%
		REGIE	536.120,66	452.155,52	15.769,07	467.924,59	68.196,07	87%
		COGEST	648.624,34	496.596,66	37.890,25	534.486,90	114.137,44	82%
		TOTAL	1.184.745,00	948.752,17	53.659,32	1.002.411,49	182.333,51	85%



Budget vs Actuals (Year to Date) of ALG0501511

Project Title : Appui institutionnel au Ministère chargé de la Famille et de la Condition Féminine

Budget Version: J01

Currency: EUR

YTD : Report includes all valid transactions, registered up to today

	Status	Fin Mode	Amount	Start - 2012	Expenses 2013	Total	Balance	% Exec
03 Rémunération des chargés d'études à temps partiel		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
04 Rémunération d'un assistant admin et financier		COGES	30.660,00	30.840,34	384,82	31.225,16	-565,16	102%
05 Rémunération d'une secrétaire		COGES	1.780,00	1.710,64	0,00	1.710,64	69,36	96%
06 Rémunération de 2 chauffeurs		COGES	18.872,74	17.947,98	135,67	18.083,65	789,09	96%
07 Frais de mission du personnel		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
02 Frais logistiques			58.978,34	58.886,91	3.297,02	62.183,93	-3.205,59	108%
01 Logistique		COGES	20.555,00	20.563,37	0,00	20.563,37	-8,37	100%
02 Frais de fonctionnement		COGES	38.423,34	38.323,54	3.297,02	41.620,56	-3.197,22	108%
03 Frais de suivi et évaluation			28.508,34	30.150,65	8,31	30.158,96	-1.650,62	106%
01 Evaluation annuelle interne d'impact et de processus		REGIE	22.477,86	22.477,86	0,00	22.477,86	0,00	100%
02 Evaluation annuelle externe en vue de réajustement du projet		REGIE	30,48	30,48	0,00	30,48	0,00	100%
03 Evaluation externe finale		REGIE	6.000,00	7.642,31	8,31	7.650,62	-1.650,62	128%
04 Audits financiers		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
99 Conversion rate adjustment			0,00	-3.406,68	170,89	-3.235,79	3.235,79	?
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	-3.406,68	170,89	-3.235,79	3.235,79	?
99 Conversion rate adjustment		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?
		REGIE	536.120,66	452.155,52	15.769,07	467.924,59	68.196,07	87%
		COGEST	648.624,34	496.596,65	37.890,25	534.486,90	114.137,44	82%
		TOTAL	1.184.745,00	948.752,17	53.659,32	1.002.411,49	182.333,51	85%



ANNEXE 3 : Taux de déboursement de la prestation

Source de financement	Budget cumulé	Dépenses réelles cumulées	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
Contribution belge directe	1.184.745,00€	1.002.411,49 €	85%	Reste un reliquat budgétaire de 182.333,51€
Contribution Etat partenaire	100.000, 00€	200.000 € (2 milliards de dinars algériens)	200%	Réhabilitation et restauration des locaux du centre de documentation par le MSNFCF
Contribution Fonds de contrepartie	Néant			
Autres	Néant			

ANNEXE 4 : Personnel de la prestation

Type de personnel (titre, nom et genre)	Durée de recrutement (date début et fin)	Commentaires (délais de recrutement, pertinence de la fonction ou du profil...)
<p>1. Personnel national mis à disposition par le Pays Partenaire</p> <p>-Madame Farida Belahcene, Chargée d'études et de Synthèse- Responsable projet</p> <p>- Madame Tassaadit Houacine, Chef de cabinet au MDCFCF</p> <p>- Madame Hadjira Ait Mahdi</p> <p>- Madame Karima Megtef, Chargée d'études et de synthèse - Ordonnatrice du projet</p> <p>- Monsieur Yazid Zaghbib, l'ordonnateur du projet S/Directeur du Budget / Ordonnateur du Projet / MSPRH</p>	<p>Personnel permanent du MDCFCF.</p> <p>16 /10/ 2007 au 04/05/2009</p>	<p>Responsable du Projet, intervention régulière sur le projet</p> <p>Présidente du CCL</p> <p>Ordonnatrice / membre du CCL</p> <p>Ordonnatrice / membre du CCL</p> <p>Ordonnateur désigné au départ par le Ministère de la Santé</p>
<p>2. Personnel d'appui Agence Belge de Développement CTB</p> <p>- Mme Lynda KHELIFI, chargée de programmes</p>	<p>Personnel permanent de la CTB-Alger avec une activité intermittente dans le cadre du projet</p>	<p>Suivi régulier du projet à la CTB Alger</p> <p>Suivi régulier du projet</p>

<p>-Monsieur Luc VANBELLINGEN, Représentant Résident CTB à Alger</p> <p>-Madame Nadjat CHETOUANI, Chargée de programmes CTB à Alger</p> <p>- Madame Saskia RAVESLOOT, Expert genre CTB</p> <p>- Monsieur Georges PIERSEAUX</p>	<p>Personnel permanent de la CTB-BXL avec activité intermittente dans le cadre du projet</p>	<p>Membre du CCL</p> <p>Suivi régulier du projet à la CTB Alger</p> <p>Suivi régulier du projet Responsable du Projet à la CTB</p>
<p>3. Personnel d'encadrement recruté localement</p> <p>Selma BELLIL, Assistante Administrative</p> <p>- Hamza</p> <p>- Mme Dahila HAMMOUDA, assistante administrative et financier</p> <p>- Madame Kenza OUADAH, assistante administrative et financier</p> <p>- Madame Mezhoura CHEKNOUNE AMAROUICHE, assistante technique nationale</p> <p>- Monsieur Alaoua BENALI, Chauffeur – démarcheur</p>	<p>Mars 2008 à février 2009</p> <p>24/03/2009 au 20/01/2010</p> <p>01/02/2010 au 20/11/2010 et du 22/01/2012 au 31/12/2012</p> <p>Du 16 août 2010 au 20 novembre 2011</p> <p>Sous contrat à durée déterminée de mai 2009 à mai 2010 et du 01/05/2010 au 30/09/2010</p> <p>23/01/2012 au 31/12/2012</p>	<p>coresponsable projet</p> <p>Ressource de grande valeur. Polyvalent dans ses fonctions</p>

<p>4. Expert en Coopération Internationale (CTB)</p> <p>- Madame Rosa BUSTAMENTE Santa Gadea, Assistante technique internationale</p>	<p>30/06 2008 au 31/05/2010</p> <p>Personnel– Activité permanente dans le cadre du projet</p>	<p>Co Responsable du suivi du projet</p>
--	---	--

ANNEXE 5 : Sous-traitance et appels d'offres

(Une fiche par sous-traitance)

Fiche n° 01

Mode de passation du marché	: consultation restreinte
Date de début du contrat	: 01/03/2008
Nom du contractant (ou firme)	: Remaoune Malika
Mode de financement	: Cogestion
Objet du contrat	: organisation d'un colloque international sur l'entreprenariat féminin en Algérie
Coût du contrat	: 4014,70 EUR
Durée du contrat 2008)	: 10 jours (mis février 2008 à début avril 2008)
Résultats produits	: colloque international organisé février 2008

Fiche n°2

Mode de passation du marché	: consultation restreinte
Date de début du contrat	: 27/05/2009
Nom du contractant (ou firme)	: Monsieur Nacer Eddine Hammouda
Mode de financement	: Cogestion
Objet du contrat	: actualisation de l'analyse quantitative du premier état des lieux de la Stratégie Nationale de la Famille- SNAFAM ainsi que la consolidation opérationnelle des recommandations de l'atelier novembre 2008
Coût du contrat	: 240.00, 00 DZD
Durée du contrat	: 20 jours (entre le 26 mai et le 15 juillet 2009)

Résultats produits : une analyse quantitative du « Premier état des lieux de la Stratégie Nationale de la Famille- SNAFAM » et la Consolidation opérationnelle des recommandations issues de l'atelier de novembre 2008

Fiche n°3

Mode de passation du marché	: consultation restreinte
Date de début du contrat	: 17/08/2009
Nom du contractant (ou firme)	: Monsieur Rabah Ait Said
Mode de financement	: Cogestion
Objet du contrat	: la formation en matière d'enregistrement et de classement documentaires ainsi que le suivi et l'accompagnement de la mise en application de cette formation par des personnels du MDCFCF
Coût du contrat	: 240.000 DZD
Durée du contrat	: 20 jours (entre le 17/08/2009 et le 28/02/ 2010)

Fiche n°4

Mode de passation du marché	: consultation restreinte
Date de début du contrat	: novembre 2010
Nom du contractant (ou firme)	: Monsieur Brahim Bouterou
Mode de financement	: Cogestion
Objet du contrat	: accompagnement de la GED
Coût du contrat	: 399.980 DZD
Durée du contrat	: 1 an

Fiche n°5

Mode de passation du marché	: gré à gré après consultation
Date de début du contrat	: 18 octobre 2009
Nom du contractant (ou firme)	: Le Centre National de l'Enseignement Professionnel à Distance (CNEPD)
Mode de financement	: Cogestion
Objet du contrat	: Organisation et réalisation d'une formation certification dénommée « International Computer Driving Licence » (ICDL) au profit de dix sept (17) fonctionnaires relevant du MDCFCF
Coût du contrat	: 282 720,00 DA/HT
Durée du contrat	: 1 an
Résultats produits	: le personnel CONDIFEM et MDCFCF formé

Fiche n° 6

Mode de passation du marché	: gré à gré après consultation
Date de début du contrat	: 05/10/2009
Nom du contractant (ou firme)	: Mme Imen Hayef
Mode de financement	: Cogestion
Objet du contrat	: « Empowement économique des femmes en Algérie.
Coût du contrat	: 320.000 DZD / HT
Durée du contrat	: 20 jours (du05/10/2009 au 30/11/2009)
Résultats produits	: rapport contenant tant une approche conceptuel et un état des lieux au sujet de l'empowement économique des fermes en Algérie et un rapport portant sur une réflexion stratégique et sur une définition d'actions à court et à moyen terme pour le renforcement de la capitalisation, l'organisation et l'accessibilité de l'information à l'égard de la femme, la famille, l'enfant et le genre en Algérie.

Fiche n°7

Mode de passation du marché : gré à gré après consultation
Date de consultation :
Date de début du contrat : 10/10/2009
Nom du contractant (ou firme) : Le Centre National de l'Enseignement Professionnel à Distance (C.I.E.L)
Mode de financement : Cogestion
Objet du contrat : organisation et réalisation d'une formation en langues au profit de dix sept (17) fonctionnaires relevant du MDCFCF
Coût du contrat : 282 720,00 DA /HT
Durée du contrat : 1 an

Fiche n°8

Mode de passation du marché : consultation restreinte
Date de consultation : 08/09/2009
Date de début du contrat:
Nom du sous-contractant (ou firme) : Centre National de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle-CRASC
Mode de financement : Cogestion
Objet du contrat : Renforcer et consolider le cadre juridique de protection de la famille SNAFAM (seconde phase)
Coût du contrat : 2.500.000 DZD / HT (25.000€)
Durée du contrat : 04 mois (01/12/2009 au 02/05/2010)

Résultats produits : rapport final de la SNAFAM

Commentaires : Un premier appel d'offres s'étant avéré infructueux en juillet 2009

Fiche n°9

Mode de passation du marché : consultation restreinte
Date de consultation :
Date de début du contrat : 18/11/2009
Nom du contractant (ou firme) : Madame Nadia Bellal
Mode de financement : Cogestion
Objet du contrat : formation « Approche genre : approfondissement et applications aux missions institutionnelles »

Coût du contrat : 450.000 DZA
Durée du contrat : 18 jours (18 novembre 2009 au 11 janvier 2010)

Résultats produits : un rapport de l'analyse des besoins de formation/sensibilisation et un plan de formation et de sensibilisation

Fiche n°10

Mode de passation du marché : consultation restreinte
Date de consultation :
Date de début du contrat : 13/12/2009
Nom du contractant (ou firme) : Mme Zahia CHERFI
Mode de financement : Cogestion
Objet du contrat : l'élaboration d'une réflexion stratégique à l'égard du partenariat multi acteurs et de la communication externe du MDCFCF

Coût du contrat : 320. 000 DZD
Durée du contrat : 20 jours (entre le 13 décembre 2009 et 15 janvier 2010)
Résultats produits : un rapport au sujet du partenariat multiacteurs du MDCFCF et TDR de démarrage et un rapport portant une réflexion stratégique sur la communication externe du MDCFCF.

Fiche n°11

Mode de passation du marché	: gré à gré après consultation
Date de consultation	: 18/03/2010
Date de début du contrat	: 16/06/2010
Nom du contractant (ou firme)	: Mme GUESSOUM Fouzia – SG Softwar
Mode de financement	: Cogestion
Objet du contrat	: installation de la GED avec Workflow
Coût du contrat	: 3.092.600 DZD / HT
Durée du contrat	: 41 jours (02/05/2010 au 27/06/2010)
Résultats produits	: Gestion électronique des documents (mise en place de la GED)

Fiche n°12

Mode de passation du marché	: consultation internationale
Date de consultation	: novembre 2010
Date de début du contrat:	: Mai 2011
Nom du contractant (ou firme)	: Monsieur Labé Vianney- consultant de ISGP
Mode de financement	: Cogestion
Objet du contrat	: Formation en formulation des politiques, gestion de projets, suivis évaluation et lobbying
Coût du contrat	: 750.000 DZD
Durée du contrat	: 11 jours ouvrables (mai 2011)
Résultats produits	: 32 personnes ont bénéficiés de la formation, CES et assistantes du MDCFCE, PFGs des ministères, représentants de la société civile et de l'observation de l'emploi.
Commentaires	: La consultation nationale s'étant révélée infructueuse

Fiche n°13

Mode de passation du marché	: gré à gré après consultation
Date de consultation	: septembre 2010
Date de début du contrat	: 07/10/2010
Nom du contractant (ou firme)	: le Centre Culturel Français CCF
Mode de financement	: Cogestion
Objet du contrat	: organisation et réalisation d'une formation en langue française au profit de 11 fonctionnaires du MDCFCF
Coût du contrat	: 400.000 DZD
Durée du contrat	: 09/10/2010 au 02/02/2011

Fiche n°14

Mode de passation du marché	: gré à gré après consultation
Date de consultation	: septembre 2010
Date de début du contrat	: 19/10/2010
Nom du contractant (ou firme)	: Cabinet d'Etudes Economiques du Conseil et d'Assistance CETECA
Mode de financement	: Cogestion
Objet du contrat	: organisation et réalisation d'une formation en organisation d'événements au profit de 19 fonctionnaires du MDCFCF
Coût du contrat	: 350.000 DZD
Durée du contrat	: 24/10/2010 au 28/10/2010

Fiche n°15

Mode de passation du marché : consultation restreinte
Date de consultation :
Date de début du contrat : 08/04/2010
Nom du contractant (ou firme) : Madame Nadia Bella
Mode de financement : régie
Objet du contrat : contribuer à la réalisation d'une évaluation à mis parcours de la prestation
Coût du contrat : 300.000 DA/HT
Durée du contrat : 12 jours (45 jours calendrier)
Résultats produits : contribution à la mission de l'évaluation à mis parcours / rapport d'évaluation et recommandation pour la continuité du projet après 21 mois de son démarrage.

Fiche n°16

Mode de passation du marché : consultation nationale restreinte
Date de consultation : novembre 2010
Date de début du contrat : 20/04/2011
Nom du contractant (ou firme) : l'institut supérieur de gestion et de planification (I.S.G.P)
Mode de financement : Cogestion
Objet du contrat : définir les modalités d'organisation et de réalisation de la « formation en genre et famille » dans le cadre du R1
Coût du contrat : 750.000DZD en hors taxes
Durée du contrat : 27 jours (entre le mois d'avril et juillet 2011)
Résultats produits : formation de 32 personnes et rapport de fin de formation

Fiche n°17

Mode de passation du marché : consultation restreinte

Date de consultation : 30/08/2010

Date de début du contrat : 06/03/2011

Nom du contractant (ou firme) : Madame Nadia Bellal

Mode de financement : Cogestion

Objet du contrat : l'accompagnement des PFG des ministères (dont celui du MDCFCF), ainsi que la vulgarisation de l'approche genre aux cycles scolaire et universitaire.

Coût du contrat : 1 320 000 Dzd /HT

Durée du contrat : 60 jours ouvrables

Fiche n°18

Mode de passation du marché : gré à gré après consultation

Date de consultation

Date de début du contrat : 24/10/2010

Nom du sous-contractant (ou firme) : Mr. Sofiane Chaib de IN-tuition

Mode de financement : Cogestion

Objet du contrat : Formation en langue anglaise au profit de 11 fonctionnaires du MDCFCF

Coût du contrat : 239 150 DZD

Durée du contrat : 12 mois

Fiche n°19

Mode de passation du marché : consultation restreinte
Date de début du contrat : 20/01/2011
Nom du contractant (ou firme) : Monsieur Hadj Messaoud Messaoud
Mode de financement : Cogestion
Objet du contrat : Traduction du document SNAFAM du Français à l'Arabe
Coût du contrat : 115.000 DZD
Durée du contrat : 15 jours
Résultats produits : le document SNAFAM traduit en langue arabe

Fiche n°20

Mode de passation du marché : sélection restreinte
Date de consultation :
Date de début du contrat : 09/03/2011
Nom du sous-contractant (ou firme) : SOMENTIC Systems
Mode de financement : Cogestion
Objet du contrat : Formation MS- Project
Coût du contrat : 60.000 DZD
Durée du contrat : 05 jours (entre le 09 et le 29/03/2011)
Résultats produits : 05 cadres du MDCFCF formés

Fiche n°21

Mode de passation du marché : consultation internationale restreinte

Date de consultation : 07/06/2011

Date de début du contrat : 15/11/2011

Nom du contractant (ou firme) : Madame Béatrice Borghino

Mode de financement : Cogestion

Objet du contrat : définir les modalités d'organisation et de réalisation de la « formation en genre et famille »

Coût du contrat : 3075 EUR

Durée du contrat : 06 jours

Résultats produits : formation réalisée au profit de 17 participants du MDCFCF les 15, 16 et 17 novembre 2011 et un rapport final intégrant l'évaluation et l'analyse des résultats obtenus.

Commentaires : la consultation nationale s'étant révélée infructueuse

Fiche n°22

Mode de passation du marché : consultation restreinte

Date de début du contrat : 06/03/2011

Nom du sous-contractant (ou firme) : Docteur Nadia BELLAL

Mode de financement : Cogestion

Objet du contrat : Accompagnement des PFGs et vulgarisation de l'approche genre au cycle scolaire

Coût du contrat : 1.320.000 DZD

Durée du contrat : 60 jours

Fiche n°23

Mode de passation du marché : appel d'offres international restreint
Date de consultation : 19/09/2011
Date de début du contrat : 29/01/2012
Nom du sous-contractant (ou firme) : Mme Hélène Ryckmans « le monde selon les femmes »
Mode de financement : Cogestion
Objet du contrat : organisation et réalisation de la « Formation en plaidoyer/ lobbying ».
Coût du contrat : 6080 EUR en hors taxes
Durée du contrat : 8 jours

Résultats produits : formation au profit de 12 personnes, rapport de la formation en plaidoyer (29, 30 et 31 janvier) et fiche d'évaluation des résultats

Commentaires : infructuosité de la consultation nationale

Fiche n°24

Mode de passation du marché : demande d'offres
Date de consultation : 28/07/2011
Date de début du contrat : 10/09/2011
Nom du contractant (ou firme) : Pioneering Language School
Mode de financement : Cogestion
Objet du contrat : réalisation d'une formation en langue anglaise spécialisée intensif en communication orale au profit de 02 cadres du MDCFCF
Coût du contrat : 250.260 DZD
Durée du contrat : 2 mois

Résultats produits : une seule personne a pu suivre la formation (1er niveau)

Commentaires : une seule tranche de 25% du montant du contrat a été réglée au prestataire suite au non disponibilité des 2 cadres pour suivre toute la formation.

Fiche n°25

Mode de passation du marché	: marché de prestation de services par consultation restreinte
Date de consultation	: 21/03/2012
Date de début du contrat	: 01/04/2012
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Monsieur Brahim Bouterou
Mode de financement	: Cogestion
Objet du contrat	: Le présent contrat a pour objet d'accompagner le MDCFCF dans la mise en place d'un système de gestion électronique des données GED et la maintenance régulière du système informatique et du réseau de la direction projet CONDIFEM et du MDCFCF
Coût du contrat	: 876.500 DZD / HT
Durée du contrat	: 08 mois

Résultats produits : Elaborer et installation d'un système de back up automatique des données et mise en place un système de codification permettant l'usage individuel notamment du photocopieur /scanner multifonction

Commentaires : Transfère du système GED au centre national d'information et de documentation après dissolution du MDCFCF

Fiche n°26

Mode de passation du marché restreinte	: marché de services par consultation restreinte
Date de consultation	: 17/05/2012
Date de début du contrat	: 01/06/2012
Nom du sous-contractant (ou firme) Zitoune	: Madame Nacira Haddad & Madame Baya
Mode de financement	: Cogestion
Objet du contrat	: réaliser une étude globale sur l'entrepreneuriat féminin en Algérie et préparation du 3ème colloque sur l'entrepreneuriat
Coût du contrat	: 1.400.000 DZD / HT
Durée du contrat	: 24 jours

Résultats produits : une étude en préparation du troisième et dernier colloque sur l'entrepreneuriat féminin en Algérie.

1) Une analyse documentaire, 2) des recommandations et 3) un programme pour un troisième atelier sur l'entrepreneuriat

Fiche n°27

Mode de passation du marché	: marché de services par consultation restreinte
Date de consultation	: 17/07/2012
Date de début du contrat de sous-traitance	: 12/11/2012
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Messieurs Belmihoub Med Cherif & Seghir Smail
Mode de financement	: régie
Objet du contrat	: Evaluation Finale du projet
Coût du contrat	: 750.000 DZD / HT
Durée du contrat	: 14 jours

Résultats produits : un rapport d'évaluation finale du projet

Fiche n°28

Mode de passation du marché	: marché de prestation de services par consultation restreinte
Date de consultation	: 13/11/2012
Date de début du contrat	: 16/12/2012
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Société de communication OPEN FIELD
Mode de financement	: Cogestion
Objet du contrat	: l'élaboration et la mise en ligne d'un site web pour le Centre National d'Etude, d'Information et de Documentation sur la famille, Femme et l'Enfance
Coût du contrat	: 1.936.500 DZD / HT
Durée du contrat	: 25 jours calendrier

Résultats produits : un site web fonctionnel en langue arabe et française et un plan de suivi

ANNEXE 6

: Liste des Equipements acquis par la prestation

Type d'équipement	Coût	Date de livraison	Remarques
	<i>Réel en EUR</i>	<i>réelle</i>	
Véhicule Mitsubishi PAJERO	14 402,64€	08/07/2008	Régularisation en cours.
Ouvrage :			
-Lots N°1 (39 ouvrages)	635,14€	03/06/2009	Affecté au MDCFCF pour le centre de recherche et de documentation
-Lots N°2 (84 ouvrages)		/2011	
-Lot N°3 (56 ouvrages)		2010	
-lot N°4	450€	03/12/2012	Affecté au MSNFCF pour le centre de documentation
-lots N°4 (235 ouvrages)		20/12/2012	
- Revue des actes des colloques sur l'entreprenariat féminin (1000 exemplaires) + 150 clé USB	17 000	01/04/2013	
<i>Equipement électroménagers</i>			
PC 1 (unité centrale)	4 069, 13	30/09/2008	Matériels acquis pour la direction du projet
Portable HP	1 712, 12	30/09/2008	
Ecran de projection portatif	97, 62	30/09/2008	
Imprimante laser CANON LBP 2900B	99, 10	28/09/2008	
Imprimante laser couleur CANON	254, 62	28/09/2008	
Photocopieur numérique	2790, 15	30/09/2008	
Téléphone Fax Panasonic	182, 51	30/09/2008	
Scanner CANON	91, 23	07/10/2008	
Portable HP67	673, 37	30/05/2009	
Disque dure externe	97,02	27/07/2009	
4 onduleurs	256, 66	10/03/2009	
3 Hacheur papier Rexel	152,16	08/11/2008	
Vidéo projecteur EMP S5	549,99	08/10/2008	

2000 lumens			
Appareil photo Sony W110	153,79	30/05/2009	
Caméscope numérique canon FS100 value KIT	376,67	31/05/2009	
Tableau de formation	67	18/10/2009	
Réfrigérateur Samsung 300 L	366,66	29/10/2008	
Cafetière Magimix M100 Nespresso	157,87	29/10/2008	
Micro-onde Samsung	96,76	29/10/2008	
Lampe de bureau	78,03	29/10/2008	
2 ventilateurs	64,34	06/07/2009	
Elément bas sous évier	442,03	16/03/2009	
Armoire colonne micro-onde porte	225,09	16/03/2009	
<i>Equipements informatiques</i>			
Imprimante laser shot LBP série 5050 couleurs	367,66	27/07/2009	Matériels affectés au MDCFCF
Scanner Canon Lide 100	71,49	27/07/2009	
2 PC portable HP6730 15",4	1120,35	21/06/2009	
3 PC HP DX2400	1634,69	21/07/2009	
3 Imprimantes laser CANON 3010 monochrome	259,72	27/06/2009	
3 PC HP DX2400	1654,46	27/06/2009	
6 Imprimantes laser Canon 3010 monochrome	520,85	27/07/2009	
2 Disques dur externe de 320 Go	193,51	29/10/2009	
Portable HP 6730s/C2DUO T5870 2GO/250GB	616,96	6/05/2010	
Serveur Scanner Climatiseur Condor	10 070,50	22/07/2010	

Photocopieur multi fonction – CANON	1167,48	06/05/2010	
vidéoprojecteur acerx1160 2000 Lumens	602,55	27/07/2009	
Ecran de projection portatif sur pied 150x150cm	91,91		
Lampe de bureau	78,03		
Appareil photo numérique	139,91		
Caméscope numérique Canon	367,66		
<i>Equipement du centre</i>			
-18 bureaux -01 bureau directeur 01 salon de réception 18 chaises président 36 chaises ordinaires 01 chaise de réception 18 armoires 01 armoire métallique 01 table basse 02 open space 02 tables de réunion 30 bibliothèques avec étagères 27 desktop 02 Photocopieur multifonction 15 Imprimante 19 parures pour bureaux 03 Points d'accès wifi 27 Rallonges 02 Appareils de téléphone fax 18 Appareils de téléphone fixe	60.000 €	23/12/2012	

Annexe 7. Formations

Les formations (toutes) ont été réalisées localement à Alger.

Nom et Nombre de personnes formées	Thèmes de la formation	Dates	Type de formation
<ol style="list-style-type: none"> 1. Moussaoui Malika 2. Bouzidi Belkacem 3. Mameria Zoubeida 4. Abedelguerfi yacine 5. Oukd Said Ouiza 6. Benaouda Malika 7. Baouche Leila 8. Abdiche Khalida 9. Boudamous Wahiba 10. Houacine Hassiba 11. Ait Mehdi Hadjira 12. Boureghda Ouahida 13. Megtef Karima 14. Boukabache Sofiane 15. Bellahsen Farida 16. Rekkis yasmina 17. Bourouisse f/zohra 18. Hamdi Zoubir 19. Zentar Akila 20. Boutekdjeriet Leila 21. Djekoune Radia 22. Hmrit fatiha 23. Ait Amir Ourida 24. Benhabiless nassima 25. Toumi sid ahmed 26. Djouama amel 27. Chergou Akila 28. Adda Khadidja 29. Nacerdine Sabrina 30. Chekchak samia 	<p>Formation en formulation des politiques, gestion de projets, suivi-évaluation</p> <p>Bénéficiaires : les Points focales genres des secteurs et les responsables du MDCFCF</p>	<p>Du 20 avril au 16 mai 2011</p>	<p>Stage organisé par ISGP (Mr. Labés Vianney)</p>
<ol style="list-style-type: none"> 1. Mme Djouama Amel 2. Mlle Chanane Keltouma 3. Mme Moussaoui Malika 4. Mme Abdiche Khalida 5. Mr Mouhoubi Mourad 6. Mme Cherf-Bouzida Fatiha 7. Mme Meziani Karima 8. Mr Abdelguerfi Yacine 9. Mme Mekachtali Fettouma 10. Mme Touahmi Hadjira 11. Mme Bourouis F/Z 	<p>Formation en plaidoyer/ lobbying</p>	<p>du 29 au 31 janvier 2012</p>	<p>Organisé par « le monde selon les femmes »</p>

<p>12. Mme Megtef Karima 13. Melle Medjebeur Nabila 14. Mme Bellahsene/Sichaib Farida 15. Mme Boureghda Wahida 16. Mme Baya Zitoune</p>			
<p>1. Boureghda Ouahida 2. Bellahsene Sî Chaïb Farida; 3. Megtef Karima;; 4. Aït Mehdi Hadjira. 5. Fenni Achour; 6. Hamerit Fatiha- MICL 7. Ould Saïd Louiza-communication; 8. Djaidi Samia - ANSEJ 9. Allaoui Saliha-PME PMI et Artisanat 10. Abdiche Khhalida-MADR 11. Boudamous Wahiba-MARH 12. Azzoug Mohand-MARH 13. Mameria Zoubeida-Culture 14. Djeraoun Nadia-MSPRH 15. Rekis Yasmina-MEN 16. Chergou Akila-MFEP 17. Mellah Mohamed-MAE</p>	<p>Approche Genre : Approfondissement et applications aux missions institutionnelles</p>	<p>18 et 30 novembre les 1^{er}, 15, 21, 28 et 29 décembre 2009</p>	<p>Formation de courte durée, organisée par Dr. Bellal Nadia</p>
<p>1. Mme Bellahsene Farida, 2. Mme Megtef Karima, 3. Mlle Medjbeur Nabila 4. Mme Chaoui nadia 5. Mme Toubal karima 6. Mr Abdelguerfi Yacine, MFEP</p>	<p>Formation Genre et Famille_</p>	<p>15, 16 et 17 novembre 2011</p>	<p>Mme Béatrice Bourghino</p>

Séminaires réalisés en Algérie

N°	Séminaire / Thème	Pays intervenant	DUREE
01	Entreprenariat Féminin en Algérie : Opportunités, Contraintes et perspectives	Belgique, Tunisie, Maroc, Espagne et l'Algérie	31 mars et 01 ^{er} avril 2008
02	L'Autonomisation des Femmes en Algérie : bonne pratiques et perspectives		26 et 27 mai 2011
03	L'Entreprenariat Féminin : l'autre voie pour se réaliser		16 et 17 septembre 2012

ANNEXE 8. Interventions des Bailleurs de fonds

Interventions d'autres bailleurs de fonds sur le même projet ou dans des projets contribuant à un même objectif spécifique.

1.1.1.1.1 Bailleurs de fonds intervenant dans le même projet				
Bailleurs de fonds	Nom de l'intervention	Budget	Principaux objectifs	Commentaires
<i>Néant</i>				
Bailleurs de fonds contribuant à un même objectif spécifique				
Bailleurs de fonds	Nom de l'intervention	Budget	Principaux objectifs	Commentaires
PNUD UNIFEM UNICEF UNFPA BIT ONUSIDA ONUDI	Programme commun pour l'égalité entre les genres et l'autonomisation des femmes en Algérie	1 312 140 USD 738 300 USD 267 500 USD 492 200 USD 631 300 USD 160 500 USD 42 800 USD	Le Programme a pour but d'appuyer les efforts nationaux pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, avec un accent particulier sur l'accès amélioré à l'emploi pour les femmes.	
<p>Le Programme s'articule autour de trois axes stratégiques d'interventions multisectoriels interdépendants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Appui à la mise en œuvre de politiques et programmes prenant en compte les considérations d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes, l'intégration de l'approche genre dans l'élaboration des politiques, des programmes et des législations, et plus particulièrement dans le secteur de l'emploi et de l'amélioration de la disponibilité des données et des études sexospécifiques. 2. Amélioration de l'accès des femmes à l'emploi au travers de soutiens ciblés aux mécanismes de création d'emplois existants et du développement de projets pilotes pour éclairer les interventions ou réflexions stratégiques soutenues au titre de l'axe 1. 3. Des actions d'information et de formation de la population sur les questions du genre et des droits socio-économiques des femmes seront conduites, au travers du développement de partenariats avec les organisations de la société civile et les médias et par des soutiens aux mécanismes qui leurs permettent d'avoir un rôle plus efficace dans leurs dialogues sur les politiques dans le cadre de processus participatifs. 				

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme

PROCES VERBAL DE PASSATION DE CONSIGNES

ENTRE

LA DIRECTION DU PROJET CONDIFEM

ET LE

MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE, DE LA FAMILLE ET DE LA
CONDITION DE LA FEMME

SUR LE

Projet Appui Institutionnel au Ministère Délégué Chargé de la Famille et de la
Condition Féminine

Décembre 2012

Nb1 : Il est à signaler que le solde sera reversé au profit du programme bourses géré par la CTB, l'activité afférente au voyage d'études prévu initialement dans le cadre du projet n'étant pas réalisée sera réaffectée au programme bourses avec le maintien de la liste validée par Mme la Ministre.

Nb 2: Il est important de signaler également que la nouvelle immatriculation du véhicule affecté au CNEIFFE est en cours de régularisation entre le MF, MAE et AMBA BEL par la CTB.

Seront remis après conception par l'Agence de communication OPEN FIELD :

- ✓ 1000 ouvrages et 150 clefs USB, contenant les actes du colloque sur l'entrepreneuriat féminin, engagement financier pris à concurrence de 17 000 € le paiement sera effectué après réception du produit.
- ✓ Elaboration d'un site WEB au profit du centre national d'études d'information et de documentation sur la Famille, Femme et Enfance, engagement financier pris à concurrence de 20 000€, paiement de la première tranche 10 000 €, le reste sera payé après approbation et validation du site par le ministère de la solidarité national, de la famille et de la condition de la femme.

Seront remis après réhabilitation du CNEIDFFE par le fournisseur DZTI :

- ✓ Acquisition de mobilier et matériel informatique au profit du centre national d'études d'information et de documentation sur la Famille, Femme et Enfance, entreposé chez le fournisseur DZTI, dans l'attente de l'achèvement de réhabilitation du centre national d'études d'information et de documentation situé au Bd KRIM BELKACEM. (Cf engagement pour la mise en place de l'équipement).
- ✓ Une liste d'ouvrages remise par le MSNFCF affecté au CNEIDFFE sera payée dès le retour du représentant résident.

Présentation succincte du projet :

Le projet d'appui institutionnel au Ministère Délégué Chargé de la Famille et de la Condition Féminine s'inscrit dans le cadre du programme indicatif de la coopération (PIC) Algéro-Belge 2003-2007. Ce projet est réalisé en application de la convention générale de coopération au développement entre le Royaume de Belgique et la République Algérienne signée à Bruxelles le 10 Décembre 2002.

La convention spécifique relative au projet en question entre le Ministère Délégué Chargé de la Famille et de la Condition Féminine et le Royaume de Belgique a été signée le 21

ANNEXE 10. LISTE DES ABREVIATIONS

AT	Assistant Technique
ATI	Assistant Technique international
ATN	Assistant Technique national
CCL	Comité de concertation locale
CMO	Convention de Mise en Œuvre
CONDIFEM	Projet « appui au ministère délégué chargé de la famille et de la condition féminine »
CNEIDFFE	Centre National d'Etudes, d'Information et de Documentation sur la Famille, Femme et l'Enfance
CP	Comité des partenaires ; comité de pilotage
CS	Convention spécifique
CSP	Comité Spécial des Partenaires
CTB	Agence belge de Développement
CTS	Comité technique de suivi
DGCD	Direction Générale de Coopération au Développement
DP	Direction de projet
DTF	Dossier Technique et Financier
EL	Echange de lettres
GED	Gestion Electronique des Documents
MDCFCF	Ministère Délégué Chargé de la Famille et de la Condition Féminine
MSNFCF	Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme
MP	Marché Public
MSPRH	Ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PCF	Plan Complémentaire de Formation
PME	Petite et moyenne entreprise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RAF	Responsable administratif et financier
SG	Secrétaire Général
SMCL	Structure mixte de concertation locale
TDR	Termes de références
UE	Union Européenne